JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Éditogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1985

21 mai — Ordonnance No 85-10 portant amnistie.	2
24 juin — Ordonnance No 85-11 accordant exonération d'impôts et taxes.	3
26 juil. — Ordonnance No 85-14 portant autorisation de contracter un emprunt auprès de la caisse centrale de coopération économique.	3
26 juil. — Ordonnance No 85-15 portant autorisation de contracter un emprunt auprès de la caisse centrale de coopération économique.	3

DECRETS

1985

20 févr. — Décret No 85-20 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	3
---	---

20 févr. — Décret No 85-21 portant attribution de médailles du mérite militaire à titre exceptionnel et étranger.	4
15 avr. — Décret No 85-79 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono et dans l'ordre national du mérite.	4
29 avr. — Décret No 85-83 relevant l'adjoint au préfet de Vo de ses fonctions.	4
30 avr. — Décret No 85-84 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	4
3 mai — Décret No 85-85 portant convocation de l'Assemblée nationale.	5
7 mai — Décret No 85-86 portant création d'une faculté internationale des sciences de la mer.	5
9 mai — Décret No 85-87 accordant la nationalité togolaise.	5
17 mai — Décret No 85-88 ordonnant la publication de l'acte constitutif du centre régional africain de l'énergie solaire, approuvé à Rabat en 1979.	5
Le texte de l'acte.	6
20 mai — Décret No 85-89 accordant la nationalité Togolaise.	11
20 mai — Décret No 85-90 accordant nationalité togolaise.	11
22 mai — Décret No 85-91 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'Un régent.	12
22 mai — Décret No 85-92 accordant amnistie individuelle.	12
23 mai — Décret No 85-94 portant autorisation d'octroyer un prêt à une société de Burkina Faso.	12
28 mai — Décret No 85-95 fixant le montant des indemnités de fonctions attribuées aux chefs de canton et certains chefs de la République togolaise pour l'année 1985.	13
30 mai — Décret No 85-96 fixant le montant des indemnités de fonctions des secrétaires des chefs de canton de la République togolaise pour l'année 1985.	15
30 mai — Décret No 85-98 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.	18
30 mai — Décret No 85-99 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1984-1985.	19
30 mai — Décret No 85-100 portant modification du décret No 75-131 du 22 mai 1975 fixant les indemnités allouées aux membres du gouvernement, aux fonctionnaires ou agents de l'administration appelés à se déplacer sur ordre ou pour le service.	19

3 juin — Décret No 85-101 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	20
3 juin — Décret No 85-102 fixant les prix d'achat du coton hirsutum pour la récolte 1985/1986.	20
4 juin — Décret No 85-103 portant nomination.	20
4 juin — Décret No 85-104 portant nomination.	20
10 juin — Décret No 85-105 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du mérite.	21
1 juil. — Décret No 85-108 ordonnant la publication de l'accord d'adhésion de la République du Mali à l'Union Monétaire Ouest Africaine, signé à Dakar le 17 février 1984.	21
Texte de l'accord.	21
2 juil. — Décret No 85-109 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent du Togo auprès de l'Organisation des Nations-Unies à New-York.	22
2 juil. — Décret No 85-110 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Canada.	22
2 juil. — Décret No 85-111 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Royaume Uni de Grande Bretagne.	22
2 juil. — Décret No 85-112 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise au Brésil.	22
2 juil. — Décret No 85-113 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en République Fédérale d'Allemagne.	23
2 juil. — Décret No 85-114 portant nomination du directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération.	23
2 juil. — Décret No 85-115 portant nomination d'un secrétaire général au ministère des affaires étrangères et de la coopération.	23
3 juil. — Décret No 85-116 accordant grâce individuelle.	23
8 juil. — Décret No 85-117 accordant grâce individuelle.	23
8 juil. — Décret No 85-118 accordant grâce individuelle.	23
10 juil. — Décret No 85-119 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1985/1986.	24
10 juil. — Décret No 85-120 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	24
15 juil. — Décret No 85-121 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	24
25 juil. — Décret No 85-122 accordant grâce individuelle.	25
25 juil. — Décret No 85-123 accordant grâce individuelle.	25
25 juil. — Décret No 85-124 accordant grâce individuelle.	25
25 juil. — Décret No 85-125 accordant grâce individuelle.	25
25 juil. — Décret No 85-126 accordant grâce individuelle.	25
25 juil. — Décret No 85-127 accordant la nationalité togolaise.	26
25 juil. — Décret No 85-128 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.	26
26 juil. — Décret No 85-129 portant nomination.	26
26 juil. — Décret No 85-130 portant attribution de médaille du mérite militaire à titre exceptionnel et étranger.	27
1 août — Décret No 85-131 relevant le préfet de Yoto et son adjoint de leurs fonctions.	27
1 août — Décret No 85-132 portant nomination d'un greffier en chef près la cour suprême.	27
1 août — Décret No 85-133 portant nomination d'un greffier en chef près la cour d'appel de Lomé.	27
2 août — Décret No 85-134 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao récolte principale 1984/85.	27
2 août — Décret No 85-135 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte intermédiaire 1985.	28
2 août — Décret No 85-136 fixant les prix d'achat du café pour la récolte 1985/86.	29

5 août — Décret No 85-137 portant nomination des membres du conseil d'administration de la R.N.E.T.	29
12 août — Décret No 85-138 portant rappel à l'activité.	29
20 août — Décret No 85-139 portant nomination du directeur général de la caisse nationale de sécurité sociale.	29
20 août — Décret No 85-140 portant nominations.	30
2 sept. — Décret No 85-142 modifiant le décret No 69-139 du 8-7-69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes.	30

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 85-10 du 21 mai 1985 portant amnistie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu les articles 32 et 35 de la constitution ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Le bénéfice de l'amnistie pourra sous réserve que les faits ayant motivé les condamnations aient été commis antérieurement au 1er janvier 1983, être accordé par décret du président de la République, aux personnes condamnées pour vol et complicité de vol.

Art. 2 — L'amnistie entraîne, sans qu'il puisse donner lieu à restitution, la remise des peines principales, accessoires et complémentaires.

Art. 3 — L'amnistie n'entraîne pas la réintégration d'office dans les fonctions et emplois publics. Il sera à cet égard, statué sur chaque demande par le président de la République.

Art. 4 — Il est interdit à tout magistrat ou fonctionnaire, et ce, sous peine de sanctions disciplinaires, de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans un dossier ou document quelconque, les condamnations et déchéances effacées par l'amnistie. Seules les minutes déposées au greffe échappent à cette interdiction.

Art. 5 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 21 mai 1985
Général G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 85-11 du 24 juin 1985 accordant exonération d'impôts et taxes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre du développement rural ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 82-4 du 23 mars 1982 portant modification du statut juridique de la caisse nationale de crédit agricole ;

Vu la loi 83-22 du 30 décembre 1983 portant code général des impôts et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 fixant la composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — La caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.) est exonérée de l'impôt minimum forfaitaire, de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle pendant une période de cinq (5) ans pour compter du 1er octobre 1985.

Art. 2 — Elle est également exonérée de la taxe générale sur les affaires en ce qui concerne les intérêts et agios relatifs aux prêts et découverts consentis aux agriculteurs, éleveurs et pêcheurs.

Art. 3 — L'ordonnance n° 73-4 du 26-2-1973 fixant le nouveau statut de la caisse nationale de crédit agricole est abrogée.

Art. 4 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 24 juin 1985
Général G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 85-14 du 26 juillet 1985 portant autorisation de contracter un emprunt auprès de la caisse centrale de coopération économique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu la loi No 85-01 du 25 janvier 1985 portant loi des finances pour la gestion 1985 ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 portant remaniement du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé, un emprunt de cinq millions (5.000.000) de francs français auprès de la caisse centrale de coopération économique, cité du Retiro, 35-37 Rue Boissy d'Anglas, Paris VIIIe, destiné à financer les travaux de protection de l'appontement phosphatier de Kpémé dans la préfecture des Lacs.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est habilité à signer la convention d'ouverture de crédit relative à ce projet à intervenir entre les parties.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au

Journal officiel de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 26 juillet 1985
Général G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 85-15 du 26 juillet 1985 portant autorisation de contracter un emprunt auprès de la caisse centrale de coopération économique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Vu la loi No 85-01 du 25 janvier 1985 portant loi des finances pour la gestion 1985 ;

Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 portant remaniement du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé, un emprunt de dix sept millions (17.000.000) de francs français auprès de la caisse centrale de coopération économique, cité de Retiro, 35-37 Rue Boissy d'Anglas, 75008 Paris destiné à financer la deuxième phase du projet de reboisement AFRI (aménagement forestier et reboisement industriels).

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est habilité à signer la convention d'ouverture de crédit à intervenir entre les parties.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 26 juillet 1985
Général G. EYADEMA

DECRETS

DECRET N° 85-20 du 20 février 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 20 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion des manœuvres militaires franco-togolaises « KAWA 85 » les officiers français ci-après sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre exceptionnel et étranger :

A la Dignité de Grand-Officier

Général d'Armée Lacaze Jeannou — chef d'Etat-Major des armées

AU GRADE DE COMMANDEUR

Contre Amiral Betermier Jean Joseph Gaston —
chef de cabinet du chef d'Etat-Major des armées

Colonel Chaigneau Georges Henri — officier à
l'Etat-Major des armées — inspection des forces exté-
rieures.

Au Grade d'Officier

Lieutenant-colonel Kreher Michel René Germain
— inspection des forces extérieures

Lieutenant-colonel Coiffet Philippe — Etat-Major
de l'armée de terre

Lieutenant - colonel Croquelois Jean Claude —
armée de l'air

Lieutenant-colonel Jelensperger Patrick — pilote
chasse — armée de l'air

Lieutenant-colonel Dufour Philippe — armée de
terre — 2° REI

Lieutenant-colonel Le Brun Yves — armée de l'air.

Au Grade de Chevalier

Chef de Bataillon Aubin Max — Etat - Major de
l'armée de terre

Commandant Chevassus A. L'Antoine André —
armée de l'air

Commandant Leberre Denis — armée de l'air

Commandant Pons Gérard — armée de l'air

Capitaine Normand Alain — armée de terre 2° REI

Capitaine Stoltz Philippe Maurice — armée de
terre 2° RPI MA

Capitaine Franceschini Jean Jacques — chef du
bureau de coopération militaire à l'ambassade de
France au Togo — Lomé.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et
publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 février 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-21 du 20 février 1985 portant attribu-
tion de médailles du mérite militaire à titre
exceptionnel et étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de
la loi du 20 septembre 1961 susvisée,

Vu le décret No 64-24 du 21 février 1964 portant création d'une médaille du
mérite militaire,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion des manœuvres
franco-togolaises « KAWA 85 », la médaille du mérite
militaire est attribuée aux sous-officiers français ci-
après, à titre exceptionnel et étranger :

Adjudant-chef Gonbert Serge — armée de terre

Adjudant Bonnot Claude — armée de l'air

Adjudant Giraudeau Serge — armée de l'air

Adjudant Guiot Jean Marc — armée de l'air

Adjudant Gathoye Raymond — armée de terre —
2° REI

Adjudant Le Clech Alain — armée de terre — 8°
RPI MA

Sergent Hoareau Franck — armée de terre — 80
RPI MA.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et
publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 février 1985

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 85-79 du 15 avril 1985 portant nomination
à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du
Mono et dans l'Ordre National du Mérite.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de
la loi du 20 septembre 1961 susvisée ;

Vu le décret No 73-85 du 26 mars 1973 instituant l'Ordre National du mérite,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de leur visite offi-
cielle au Togo du 20 au 23 avril 1985, sont élevés à la
dignité de :

Grand Croix de l'Ordre du Mono

Son Excellence M. Abdou Diouf, président de la
République du Sénégal

Grand Croix de l'Ordre du Mérite

Son Excellence Mme Elisabeth Diouf, épouse du
président de la République du Sénégal.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et pu-
blié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé le 15 avril 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-83 du 29 avril 1985 relevant l'adjoint au
préfet de Vo de ses fonctions.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret No 81-107, portant nomination ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier — M. Torko Edoh, adjoint au pré-
fet de Vo est relevé de ses fonctions pour faute grave.

Art. 2 — Le ministre de l'intérieur est chargé de
l'exécution du présent décret qui sera publié au *Jour-
nal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 avril 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-84 du 30 avril 1985 portant reconnais-
sance de la désignation d'un chef de Canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 49-51/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 21 janvier 1985 à Soumdina (Préfecture de la Kozah),

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne Badayodi Kao Gnanko, l'arrêté n° 101/PR/INT-APA du 6 septembre 1972 portant reconnaissance de la désignation coutumière de chefs de canton.

Art. 2 — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, de M. TAZOU Nabiyouliwa en qualité de chef de canton de Soumdina (Préfecture de la Kozah) en remplacement de BADAYODI Kao Gnanko, destitué.

Art. 3 — Il est alloué à M. Tazou Nabiyouliwa, chef de canton de Soumdina, des indemnités annuelles de fonctions de cent quatre-vingt mille (180.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1985, section 15, chapitre 21, article 00 00, paragraphe 12.

Art. 4 — Le présent décret qui a effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 avril 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-85 du 3 mai 1985 portant convocation de l'Assemblée Nationale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 28 de la constitution,

D E C R E T E :

Article premier — L'Assemblée nationale se réunira en session extraordinaire le lundi 6 mai 1985 à 10 heures.

Art. 2 — L'ordre du jour de la session extraordinaire porte sur :

l'élection du président et du bureau de l'Assemblée nationale.

— Adoption du Règlement intérieur

— Désignation des membres des commissions.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-86 du 7 mai 1985 portant création d'une faculté internationale des sciences de la mer.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise en date du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret No 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 72-181 du 5 septembre 1972, portant création des écoles de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 83-110, modifiant et complétant le décret No 75-76 du 4 avril 1975 fixant le statut de l'université du Bénin ;

Vu l'accord de siège signé le 12 mars 1984 entre le gouvernement togolais et l'institut africain de droit international privé ;

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Il est créé à Lomé, une faculté internationale des sciences de la mer, rattachée à l'université du Bénin.

Art. 2 — La faculté internationale des sciences de la mer a pour mission, l'enseignement et la recherche en matière de droit de la mer et de navigation et des sciences de la mer.

Art. 3 — Les ressources de la faculté des sciences de la mer sont constituées par un financement de l'institut africain de droit international privé.

Art. 4 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est chargé de la mise en application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-87 du 9 mai 1985 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 70-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise, modifiée par l'ordonnance No 80-27 du 6 octobre 1980 ;

Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à M. Houinato Kossigan, né le 6 mars 1960 à Atakpamé, fils de Houinato Setognon et de Sossa Alougba, étudiant demeurant à Lomé.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-88 du 17 mai 1985 ordonnant la publication de l'acte constitutif du centre régional africain de l'énergie solaire, approuvé à Rabat en 1979.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu l'ordonnance No 84-5 du 28 février 1984 autorisant la ratification de l'acte constitutif du centre régional africain de l'énergie solaire, approuvé à Rabat en 1979,

DECRETE :

Article premier — L'acte constitutif du centre régional africain de l'énergie solaire, approuvé à Rabat en 1979 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 25 mars 1985, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

ACTE CONSTITUTIF DU CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE L'ENERGIE SOLAIRE

Préambule

Les gouvernements des Etats africains au nom desquels le présent Acte constitutif est signé,

Conscients de l'importance de l'énergie solaire et des avantages que présenterait pour eux cette forme d'énergie, s'ils la captaient et l'utilisaient suffisamment,

Notant les difficultés des pays africains dans les domaines de la production, du transport, de la fourniture et du coût de l'énergie,

Considérant que les pénuries de main-d'œuvre spécialisée autochtone que connaissent encore la plupart des pays africains ne leur permettent pas d'assumer l'entière maîtrise de leurs ressources en énergie et de les utiliser rationnellement,

Considérant en outre qu'il est nécessaire et urgent d'accorder un rang de priorité élevé et toute l'importance voulue à la formulation de politiques saines et coordonnées de l'énergie aux niveaux régional, sous-régional et national,

Reconnaissant que l'exploitation et l'utilisation optimales de l'énergie solaire exigent une action concertée, un engagement politique, la coopération et la solidarité des Etats africains,

Reconnaissant en outre que l'établissement d'un centre régional africain de l'énergie solaire pourrait répondre à ces fins,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article premier — Etablissement

Il est créé un centre régional africain de l'énergie solaire (ci-après dénommé « le Centre »), qui fonctionnera conformément aux dispositions du présent Acte constitutif.

Article 2 — Objectifs du Centre

Les objectifs du Centre sont :

a) D'encourager les gouvernements africains à inclure dans leurs plans de développement, à titre prio-

ritaire, des projets d'exploitation et d'utilisation de sources renouvelables d'énergie en général et d'énergies solaire, éolienne et biométhanique en particulier ;

b) D'encourager l'introduction de l'étude de l'utilisation de nouvelles formes d'énergie dans les programmes scolaires et universitaires et de renforcer la recherche sur l'énergie solaire et ses dérivés, l'expérimentation et les applications de cette énergie ;

c) D'aider les Etats membres à effectuer de la recherche fondamentale sur l'énergie solaire, de renforcer les centres existants ou promouvoir la création de nouveaux centres et d'effectuer de la recherche appliquée et de mettre au point des produits, selon que de besoin, et de procéder à l'essai des produits, des systèmes ou des appareils du point de vue des résultats, de l'adaptabilité et de la fiabilité ;

d) De promouvoir la coopération multinationale en ce qui concerne les utilisations pratiques de l'énergie solaire et des autres sources d'énergie renouvelables ;

e) D'encourager la création des nouveaux centres nationaux nécessaires et d'établir des centres sous-régionaux à des fins de liaison et de coordination pour la recherche — développement dans le domaine et l'utilisation de l'énergie solaire ;

f) D'encourager la fabrication locale de matériel faisant appel à l'énergie solaire et les industries locales dans les domaines de la technologie solaire de manière à réduire le coût du matériel utilisant l'énergie solaire en Afrique ;

g) De prendre toutes les mesures possibles susceptibles d'améliorer les conditions dans lesquelles s'effectue la recherche et d'améliorer les conditions de travail des chercheurs en donnant des prix ;

h) D'œuvrer en vue de la création d'une banque de données sur l'énergie solaire et ses dérivés ;

i) De faire prendre conscience aux Etats membres de la région des sources, des utilisations et des avantages de l'énergie solaire au moyen de démonstrations, de séminaires, de journées d'études, de réunions, de foires commerciales, d'expositions de matériel et de films ;

j) De diffuser les résultats d'études sur l'énergie solaire coordonnées dans la région ou ailleurs dans le monde ;

k) De prendre toutes autres mesures liées directement ou indirectement aux fonctions du Centre ou pouvant encourager la réalisation des objectifs du Centre ;

l) De veiller à ce que les résultats des recherches soient la propriété commune des Etats membres.

Article 3 — Siège du Centre

1. Le siège du Centre sera situé dans un pays (ci-après dénommé le « pays hôte ») qui sera choisi par le Conseil conformément aux dispositions de l'alinéa h) du paragraphe 3 de l'Article 7 du présent Acte constitutif.

3. Aux termes d'un accord avec le Gouvernement du pays hôte, le Centre prend les dispositions nécessaires pour fournir les locaux, les installations et les services dont il a besoin pour fonctionner de manière convenable et efficace.

Article 4 — Membres du Centre

Les Etats membres du Centre comprennent les Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine ayant accédé au présent Acte constitutif conformément à l'Article 19 dudit Acte constitutif.

Article 5 — Obligations des Etats membres du Centre

Les Etats membres du Centre coopèrent de toutes les manières en vue d'aider le Centre à atteindre ses objectifs. Ils s'attachent en particulier à :

a) prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer les décisions du Conseil et du Comité exécutif ;

b) faciliter le rassemblement, l'échange et la diffusion de renseignements ;

c) soumettre le texte des rapports et des accords et les renseignements se rapportant à la mise au point, au transfert et à l'adaptation des techniques qui sont en leur possession et dont peuvent avoir besoin les organes compétents du Centre, s'ils ne sont pas classés comme confidentiels ;

d) fournir des moyens de recherche et de formation selon des modalités décidées en accord avec l'organe compétent du Centre ;

e) fournir du personnel national pour les activités du Centre selon des modalités établies en accord avec l'organe compétent du Centre ;

f) verser leurs contributions annuelles fixées par le Conseil et les contributions spéciales qui peuvent être fixées par le Conseil ou par accord mutuel pour des programmes ou des projets particuliers exécutés sur leur territoire et justifier l'utilisation de tous dons ou prêts reçus du Centre ou par ses bons offices ; et

g) accorder les facilités, privilèges et immunités visés à l'Article 14 du présent Acte constitutif.

Article 6 — Organes du Centre

Le Centre comprend les organes suivants :

— Le Conseil,

— Le Comité exécutif,

— Le secrétariat, les organes techniques et tous autres organes subsidiaires qui peuvent être établis conformément aux dispositions du présent Acte constitutif.

Article 7 — Le Conseil — création, composition et fonctions

1. Il est établi par les présentes un Conseil du Centre (ci-après dénommé « le Conseil »), qui est l'organe délibérant suprême du Centre.

2. Le Conseil comprend :

a) le ministre responsable de l'énergie au sein du Gouvernement de chaque Etat membre du Centre ;

b) le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ou son représentant ;

c) le secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine ou son représentant ; et

d) un représentant de l'Association des universités africaines.

3. Aux fins de la réalisations de ses objectifs :

a) le Conseil approuve les politiques et principes généraux régissant les activités du Centre ;

b) il approuve le programme de travail, le budget et la comptabilité du Centre ;

c) il fixe des contributions annuelles et spéciales devant être versées par les Etats membres du Centre et décide des questions s'y rapportant ;

d) il élit les membres du Comité exécutif, compte tenu d'une répartition géographique linguistique équitable ;

e) il désigne, sur la recommandation du Comité exécutif, le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint du Centre et fixe leurs conditions d'emploi, sous réserve qu'en procédant à toute nomination en vertu du présent alinéa, il tienne compte de l'opportunité de désigner quelqu'un qui ait une grande expérience et d'excellentes qualifications dans les domaines de l'énergie solaire et de son exploitation et de la gestion d'un établissement analogue au Centre ;

f) il examine les propositions se rapportant aux objectifs du Centre que lui soumet le Comité exécutif et prend des décisions à leur sujet en vue de leur exécution par le Centre ou par ses Etats membres ;

g) sous réserve des dispositions du présent Acte constitutif, il prescrit et ou approuve les réglementations administratives, financières et autres, y compris celle qui se rapporte au caractère confidentiel des activités du Centre ;

h) il choisit l'emplacement du siège du Centre ;

i) il approuve les rapports périodiques sur les activités du Centre ;

j) il établit les départements ou les comités spéciaux ou techniques comme il l'estime nécessaire ou opportun ;

k) il accomplit de manière générale toutes autres fonctions nécessaires, souhaitables ou indirectement liées à la réalisation des objectifs du Centre ou qui peuvent y contribuer.

Article 8 — Session du Conseil

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Il peut se réunir en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou si les deux tiers au moins des Etats membres du Comité exécutif le demandent.

2. Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil ont lieu au siège du Centre à moins qu'elles ne soient convoquées ailleurs en application d'une décision prise lors d'une session antérieure du Conseil.

3. Les décisions du Conseil se prennent normalement par consensus.

4. Sous réserve du présent Acte constitutif le Conseil détermine sa propre procédure, y compris celle qui concerne la conduite des débats, la convocation des sessions, le quorum et toutes autres questions et la rotation de la présidence et des autres fonctions entre les membres du Conseil.

5. Les dispositions que le Conseil peut prendre en vertu du paragraphe 4 du présent Article pour l'exercice de ses fonctions lorsqu'il n'est pas en session peuvent, s'il en décide ainsi, inclure des arrangements aux termes desquels l'exercice de toute fonction du Conseil en vertu du présent Acte constitutif est délégué, sous réserve des conditions que le Conseil peut stipuler, à un comité du Conseil, au Comité consultatif ou au Directeur exécutif du Centre.

6. Le Conseil peut, sur la recommandation du Comité exécutif et conformément à sa procédure, inviter

toute personne, toute institution ou tout gouvernement qu'il désire à assister à toutes les sessions ou à certaines sessions du Conseil en qualité d'observateur.

7. Si un membre du Conseil n'est pas en mesure d'assister à une réunion du Conseil et s'il n'est pas souhaitable de reporter la réunion, l'Etat membre du Centre qu'il représente peut, en envoyant un avis par écrit au Directeur exécutif du Centre, désigner tout autre ministre de son gouvernement pour qu'il remplace ledit membre du Conseil pendant cette réunion et la personne ainsi désignée aura, en ce qui concerne la réunion pour laquelle elle est désignée, tous les droits et devoirs d'un membre du Conseil.

Article 9 — *Comité exécutif — création, composition et fonctions*

1. Il est établi par les présentes un Comité exécutif du Centre.

2 Ce Comité exécutif se compose des membres suivants :

a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ;

b) Un tiers du nombre des Etats membres du Centre élus par le Conseil conformément aux dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 7 du présent acte constitutif ; ces membres du Comité-exécutif resteront en fonction conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article ;

c) Le Directeur exécutif du Centre, ès qualité, à titre consultatif, qui remplit les fonctions de secrétaire du Comité exécutif ;

d) Les directeurs des centres nationaux et sous régionaux de l'énergie solaire.

3. a) la moitié des Etats membres cessent d'exercer leurs fonctions, sur les directives du Conseil, deux ans après avoir été élus, et ils sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus par le Conseil à cette fin ;

b) La moitié restante des Etats membres cessent d'exercer leurs fonctions quatre ans après avoir été élus et ils sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus par le Conseil à cette fin ;

4. Un Etat membre du Centre élu pour siéger au Comité exécutif y est représenté par le Directeur de l'institution nationale de l'énergie solaire que l'Etat membre désigne à cette fin.

5. Le Comité exécutif :

a) sous réserve des directives de caractère général que le Conseil peut donner, à la responsabilité générale de l'exécution du programme de travail du Centre et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution effective et rationnelle de ce programme de travail ;

b) examine le projet de programme de travail et le budget correspondant du Centre, qui lui sont soumis par le Directeur exécutif du Centre et le soumet lui-même avec des recommandations qu'il estime nécessaires à l'approbation du Conseil ;

c) mobilise et coordonne l'assistance des institutions, des Etats et des gouvernements coopérants visés à l'article 13 du présent Acte constitutif ;

d) soumet par l'intermédiaire de son Président à chaque session ordinaire du Conseil un rapport périodique sur les activités du Centre y compris les états financiers de ses recettes et de ses dépenses ;

e) propose au Conseil, pour examen, le montant

des contributions annuelles et spéciales des Etats membres du Centre ;

f) détermine le nombre de postes du secrétariat outre ceux du Directeur exécutif et du Directeur exécutif adjoint du Centre et désigne des personnes pour ces postes ;

g) propose à l'approbation du Conseil des réglementations administratives, financières et autres, y compris celle qui se rapporte au caractère confidentiel des activités du Centre ;

h) approuve les dispositions concernant les services devant être fournis par le Centre en matière d'énergie solaire aux Etats membres du Centre ;

i) sous réserves des directives que peut donner le Conseil, supervise, comme il le juge bon, la coordination des travaux du Centre avec ceux des autres institutions qui poursuivent les mêmes objectifs que le Centre ou s'y intéressent ;

j) recommande au Conseil les personnes à désigner comme directeur exécutif et directeur exécutif adjoint du Centre ;

k) établit les comités ou départements spéciaux ou techniques qu'il estime nécessaire ou opportun de créer et leur prescrit leur règlement intérieur ;

l) exerce tous autres pouvoirs ou accomplit toutes autres fonctions qui lui sont conférés ou imposés par le présent Acte constitutif.

6. Le Comité exécutif peut déléguer une partie des pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés ou imposés par le présent Acte constitutif.

Article 10 — *Réunions du Comité exécutif*

1. Le Comité exécutif se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou des deux tiers de ses membres.

2. Les réunions du Comité exécutif ont lieu au siège du Centre ou en tout autre lieu adéquat fixé par le Comité exécutif.

3. Lorsque pour une raison quelconque le Président du Comité exécutif ne peut pas assister à une réunion du Comité, les membres présents élisent l'un d'entre eux président de cette réunion.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Comité exécutif adopte sa propre procédure, y compris celle qui concerne la conduite des débats, la convocation des sessions, le quorum et toutes autres questions.

5. Sous réserve des directives du Conseil, le Comité exécutif peut inviter s'il l'estime nécessaire ou opportun toute personne ou tout représentant des gouvernements et organisations autres que ceux qui sont visés au paragraphe 2 de l'Article 9 du présent Acte constitutif à assister à ses réunions en qualité d'observateur.

Article 11 — *Le Directeur exécutif et le Secrétariat*

1. Le Secrétariat est dirigé par le Directeur exécutif du Centre qui est nommé conformément aux dispositions du présent Acte constitutif et dont le mandat est de cinq ans ; ce mandat peut être renouvelé une fois seulement, pour une période de cinq ans.

2. Le Directeur exécutif du Centre fait office de chef de secrétariat. Conformément aux politiques, aux décisions et aux directives du Conseil et du Comité exécutif, il est responsable de l'organisation, de la di-

rection et de l'administration du secrétariat.

3. Le Directeur exécutif adjoint, qui aide le Directeur exécutif du Centre à s'acquitter de ses fonctions est nommé conformément aux dispositions du présent Acte constitutif et son mandat est de cinq ans. Ce mandat peut être renouvelé pour une période de cinq ans.

4. Avec l'assistance des autres fonctionnaires du secrétariat, le directeur exécutif du Centre exécute notamment les tâches suivantes :

a) il assure le service des organes du Centre dans l'accomplissement de leurs fonctions et les y aide ;

b) il contrôle en permanence le fonctionnement du Centre et, le cas échéant, fait rapport au Conseil ou au Comité exécutif pour qu'ils prennent des mesures à ce sujet ;

c) il soumet le projet de programme de travail et le budget correspondant du Centre au Comité exécutif pour examen ;

d) il soumet des rapports périodiques sur les activités du Centre y compris des états de ses recettes et ses dépenses au Comité exécutif pour examen ;

e) il exécute le programme de travail du Centre et coordonne les travaux du Centre avec ceux des autres institutions s'employant à atteindre les objectifs du Centre ou s'y intéressant, selon les directives du comité exécutif ;

f) il entreprend les travaux et études et assure les services se rapportant aux objectifs du Centre qui lui sont assignés par le Conseil ou le Comité exécutif et il présente au Conseil ou au Comité exécutif toutes propositions à ce sujet de nature à aider au fonctionnement et au développement efficaces et harmonieux du Centre ; et

g) il convoque en consultation avec les présidents des organes du Centre les réunions de ces organes, conformément aux dispositions du présent Acte constitutif ou toute autre décision prise en application du dit Acte constitutif.

5. Le directeur exécutif et le directeur exécutif adjoint du Centre sont habilités à assister et à participer à toutes les sessions des organes du Centre ou à s'y faire représenter par un haut fonctionnaire du secrétariat désigné par eux, sauf dans le cas des sessions du Comité exécutif auxquelles le directeur exécutif ou le directeur exécutif adjoint du Centre ou la personne exerçant leurs fonctions à titre intérimaire assistera et participera.

Article 12 — Dispositions financières

Les ressources financières du Centre comprennent les contributions annuelles et spéciales des Etats membres du Centre ; l'assistance, les prêts, les dons, les legs ou les subventions des gouvernements, des organisations internationales, des institutions financières, des institutions publiques ou privées, des associations, des personnes morales ou physiques ; et les honoraires et autres formes de rémunération perçus par le Centre pour les services rendus conformément aux dispositions du présent Acte constitutif.

2. Sous réserve de la réglementation financière que le Conseil peut adopter, le budget du Centre est géré par le directeur exécutif du Centre sous la supervision du Comité exécutif.

3. Le directeur exécutif et le directeur exécutif adjoint du Centre peuvent recevoir directement, avec l'approbation du Comité exécutif, les dons, les legs,

l'aide et autres ressources des gouvernements, des institutions publiques, privées et internationales, des associations, des personnes morales et physiques et des gouvernements, des Etats ou des institutions avec lesquels le Centre a établi des relations conformément aux dispositions de l'Article 3 du présent Acte constitutif et ils peuvent à cette fin conclure des accords annexes.

Article 13 — Institutions et Etats coopérants

1. En vue d'atteindre ses objectifs, le Conseil peut chercher à établir et maintenir une coopération active avec les gouvernements et les Etats n'étant pas parties au présent Acte constitutif et les institutions, ou organisations, (collectivement désignés dans les présents Statuts comme « institutions et Etats coopérants »), qui sont désireux d'aider le Centre ou ses Etats membres à atteindre les objectifs du Centre.

2. Sous réserve des dispositions du présent Acte constitutif, le Conseil peut conclure avec les institutions et les Etats coopérants des accords définissant les méthodes de coopération en général ou se rapportant à des activités ou des projets particuliers.

3. Le Conseil ou le Comité exécutif peut charger la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique au nom du Centre :

a) de recouvrer les contributions devant être versées par les Etats membres du Centre en vertu des dispositions du présent Acte constitutif et d'en rendre compte ;

b) de demander l'aide d'institutions et d'Etats coopérants en vue de l'exécution des projets approuvés du Centre et de servir d'agent d'exécution des projets pour lesquels il a pu obtenir une aide des institutions et des Etats coopérants en vertu des dispositions du présent alinéa.

4. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique doit tenir le Conseil, le Comité exécutif et le directeur exécutif, selon le cas, au courant, par l'intermédiaire de son représentant, des contributions et de l'assistance reçues et des mesures prises par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en vertu des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

Article 14 — Statut, capacité, privilèges et immunités

1. Pour pouvoir atteindre ses objectifs et s'acquitter des tâches qui lui sont confiées, le Centre bénéficie de la personnalité juridique sur le territoire de chaque Etat membre du Centre. A cette fin, le Centre jouit sur le territoire de chaque Etat membre du Centre du statut, de la capacité, des privilèges, immunités et exemptions exposés au paragraphe 2 à 13 du présent article.

2. Le Centre est habilité, aux fins du présent Acte constitutif :

a) à conclure des contrats ;

b) à acquérir et à aliéner des biens mobiliers ou immobiliers ;

et

c) à ester en justice.

3. Le Centre, ainsi que ses biens et avoirs, jouissent d'une totale immunité juridique, sauf dans les cas particuliers où le Centre aura renoncé expressément à ladite immunité par l'intermédiaire du direc-

teur exécutif du Centre. Il est toutefois bien entendu qu'aucune mesure d'exécution ne peut faire l'objet d'un abandon d'immunité.

4. Le siège du Centre est inviolable. Les biens et avoirs du Centre sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation et de toute ingérence des pouvoirs législatifs, exécutif, judiciaire ou administratif.

5. Les archives du Centre et d'une manière générale tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient sont inviolables.

6. Le Centre, ses biens et avoirs, ses revenus et ses transactions sont exonérés de tous impôts ainsi que des droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles importés ou exportés par le Centre et destinés à son usage officiel. Le Centre est également exempté de toute obligation relative au paiement, à la retenue ou à la perception de tous impôts ou droits, conformément à la pratique suivie dans le cas de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

7. Les représentants des Etats membres du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies jouissent des privilèges et immunités prévus, *mutatis mutandis*, à l'article 4 de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

8. Les fonctionnaires du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies jouissent des privilèges et immunités prévus, *mutatis mutandis*, à l'article 5 de la convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

9. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les Etats membres du Centre s'engagent à accorder à tous les représentants des Etats membres du Centre, aux institutions et aux Etats coopérants et aux experts qui fournissent aide et conseils au Centre, les facilités et faveurs qui sont nécessaires aux intéressés pour exercer leurs fonctions au Centre.

10. Le Directeur exécutif du Centre a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à tout fonctionnaire du Centre qui n'est pas également fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées des Nations Unies dans le cas où il estime que cette immunité peut entraver le cours de la justice et que sa levée n'est pas contraire aux intérêts du Centre.

11. Toutes les personnes recevant une formation ou participant à un projet d'échange de personnel au siège du Centre ou sur le territoire d'un Etat membre du Centre conformément aux dispositions des présents Statuts ont le droit d'entrée, de séjour et de sortie quand l'action desdits droits est nécessaire à leur formation ou à l'échange de personnel. Toutes facilités leur sont accordées pour qu'ils puissent voyager rapidement ; le cas échéant, les visas nécessaires leurs sont délivrés promptement et à titre gracieux.

12. Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies qui participent aux travaux du Centre jouissent respectivement des privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et les immunités des institutions spécialisées.

13. Le Centre coopère à tout moment avec les autorités appropriées des Etats membres du Centre pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des législations nationales et prévenir tout abus dans le cadre des privilèges, immunités et facilités mentionnés au présent article.

14. Le directeur exécutif du Centre conclut avec l'Etat membre sur le territoire duquel le siège du Centre est établi un accord concernant les privilèges et immunités à accorder au Centre.

Article 15 — Amendements

1. Tout Etat membre du Centre peut soumettre des propositions d'amendement du présent Acte constitutif.

2. Ces propositions sont soumises au directeur exécutif du Centre qui les transmet aux autres Etats membres du Centre.

3. Les Statuts sont modifiés à la majorité des deux tiers des Etats membres du Conseil.

4. Le Conseil établit des règles pour l'application des dispositions du présent article.

Article 16 — Retrait et perte de la qualité de membre

1. Tout Etat membre du Centre souhaitant se retirer du Centre en informe le directeur exécutif par écrit avec préavis d'un an. Si, à l'expiration de ce délai, l'avis de retrait est maintenu, l'Etat membre qui l'a soumis cesse d'être membre du Centre.

2. Au cours de la période d'un an visée au paragraphe 1 du présent article, un Etat membre du Centre qui a fait connaître son retrait par écrit conserve tous les droits d'un Etat membre, doit respecter les dispositions du présent Acte constitutif et reste tenu de remplir les obligations qui lui incombent aux termes dudit Acte constitutif.

3. a) Le Conseil considère qu'un Etat membre cesse d'être membre :

i) lorsque, malgré des notes écrites de rappel, il a omis de s'acquitter de ses obligations financières envers le Centre pendant trois années consécutives ;

ii) lorsqu'il n'a pas rempli les autres obligations lui incombant en vertu du présent Acte constitutif ; ou

iii) lorsqu'il n'a pas respecté les décisions du Conseil.

b) Le Conseil prescrit la durée pendant laquelle la perte de la qualité de membre visée à l'alinéa a) ci-dessus reste en vigueur et les conditions y relatives.

c) Un Etat membre du Centre qui a perdu sa qualité de membre en application des dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe cesse, pendant la durée de cette interruption, de retirer un avantage quelconque des activités du Centre ou d'être représenté au sein des organes du Centre, et il est privé de tout avantage que le Conseil peut déterminer.

d) La perte de sa qualité de membre par un Etat membre du Centre ne dispense pas cet Etat membre de remplir les obligations financières contractées antérieurement, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

e) L'expiration de la perte de la qualité de mem-

bre ou la cessation du retrait volontaire des Etats membres du Centre sont soumises aux conditions que le Conseil peut stipuler et sont communiquées par le Directeur exécutif à l'Etat membre intéressé et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Article 17 — Règlement des différends

Tout différend survenant entre les Etats membres ou un Etat membre et un organe du Centre autre que le Conseil au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Acte constitutif est soumis au Conseil, s'il n'a pas été réglé à l'amiable, et la décision du Conseil est sans appel.

Article 18 — Dissolution ou liquidation

1. Le Centre peut être dissous ou liquidé par une décision prise à la majorité des deux tiers des membres votants du Centre à une assemblée extraordinaire convoquée en bonne et due forme en vue de la dissolution du Centre.

2. Aux fins du paragraphe I du présent article, une assemblée extraordinaire est convoquée en bonne et due forme à condition qu'une notification écrite ait été envoyée aux membres votants du Centre au moins trois à l'avance.

3. Lorsque le Centre est dissous ou liquidé pour une raison quelconque, l'actif et le passif sont dévolus ou réputés avoir été dévolus à un liquidateur judiciaire nommé par l'assemblée extraordinaire du Centre. Le liquidateur judiciaire prend les dispositions voulues pour que le Centre soit dissous en bonne et due forme;

DECRET N° 85-89 du 20 mai 1985 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise, modifiée par l'ordonnance No 80-27 du 8 octobre 1980 ;
Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à :

1^o/— M. Alapini Abiola Dovi Komlan, né le 29 juin 1920 à Cotonou (RPB), fils de Alapini Abiola et de Kouanou Ablavi, fonctionnaire des douanes en retraite, demeurant à Lomé ;

2^o/— M. Alapini Babadjili Abiola Kodjo, né à Lomé le 27 décembre 1954, fils de Alapini Abiola Dovi et de d'Almeida Ayaba, agent comptable, demeurant à Lomé ;

3^o/— M. Alapini Abiola Ademyi Akuété, né le 9 mars 1955 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de Loumon Atsum, contrôleur à l'hôtel du Golfe, demeurant à Lomé ;

4^o/— M. Alapini Egouchola Abiola Koffi, né le 14 décembre 1956 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de d'Almeida Ayaba, élève, demeurant à Lomé ;

5^o/— Mlle Alapini Abiola Bidou, née le 20 août

1958 à Lomé, fille de Alapini Abiola Dovi et de d'Almeida Ayaba, revendeuse, demeurant à Lomé ;

6^o/— M. Alapini Adjébiyi Abiola Akuété, né le 23 novembre 1959 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de Loumon Atsum, élève frigoriste, demeurant à Lomé ;

7^o/— M. Alapini Abiola Odjelade Akuété, né le 23 novembre 1959 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de Loumon Atsum, élève, demeurant à Lomé ;

8^o/— M. Alapini Adjébiyi Abiola Ayao, né le 11 mars 1960 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de Anthony Akussoa, élève, demeurant à Lomé ;

9^o/— M. Alapini Odjédilan Abiola Koffi, né le 31 mars 1961 à Lomé, fils de Alapini Abiola Dovi et de d'Almeida Ayaba, apprenti mécanicien auto, demeurant à Lomé ;

10^o/— Mlle Alapini Omonloto Abiola, née le 17 novembre 1962, fille de Alapini Abiola Dovi et de Anthony Akussiwa, revendeuse, demeurant à Lomé ;

11^o/— Mlle Alapini Agniké Abiola, née le 15 juin 1962, à Lomé, fille de Alapini Abiola Dovi et de Lawson Nadou, apprenti coiffeuse, demeurant à Lomé ;

12^o/— Mlle Alapini Omonloto Abiola, née le 10 avril 1963 à Lomé, fille de Alapini Abiola Dovi et de d'Almeida Ayaba, élève, demeurant à Lomé.

Article 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 mai 1985.

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-90 du 20 mai 1985 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu les articles 15, 32 et 34 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise, modifiée par l'ordonnance No 80-27 du 8 octobre 1980 ;
Vu la requête de l'intéressé et les pièces réglementaires produites ;
Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à :

1^o/— M. Thon Acohin Kodjo, né le 7 mai 1944 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Bielo Assibi, compable à l'office togolais des phosphates, demeurant à Kpémé ;

2^o/— M. Thon Damna Serena, né en 1945 à Siou, fils de Thon Acohin Hodonou et de Amah Yena Sodeguena, agent de maîtrise à la société U A C — Togo, demeurant à Lomé ;

3^o/— M. Thon Acohin Komla, né le 7 juin 1947 à Niamtougou, fils de Thon Acohin Hodonou et de Assibi Bielo, agent des affaires sociales, demeurant à Lomé ;

4^o/— Mlle Thon Pitchonèwè, née le 27 novembre 1948 à Kara, fille de Thon Acohin Hodonou et de Ali

Mariam, employée de Togopharma, demeurant à Kara ;

5°/— M. Thon A. Tchèdiè, né le 27 juin 1950 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Bielo Assibi, instituteur adjoint, demeurant à Pagouda ;

6°/— M. Thon Acohin Essodina, né le 12 septembre 1951 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Ali Mariam, sergent des forces armées togolaises, demeurant à Kara ;

7°/— M. Thon Acohin Palakiyem Sedolo, né le 13 avril 1955 à Kouméa, fils de Thon Acohin Hodonou et de Nadjara, élève, demeurant à Lomé ;

8°/— M. Thon Acohin Bilambou, né le 5 novembre 1955 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Tinam Biregana, professeur au Lycée de Kara, demeurant à Kara ;

9°/— M. Thon Acohin Kokou, né le 29 novembre 1956 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Bielo Assibi, professeur au CEG de Tomdè, demeurant à Kara ;

10°/— M. Thon Acohin Alihonou, né en 1958 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Bregana Tinam, élève, demeurant à Kara ;

11°/— Mlle Thon Acohin Ménézé, née le 31 décembre 1958 à Kara, fille de Thon Acohin Hodonou et de Bielo Assibi, ménagère, demeurant à Lomé ;

12°/— M. Thon Acohin Kossi, né en 1961 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Biregana Tinam, élève, demeurant à Kara ;

13°/— M. Thon Acohin Komlanvi, né le 4 juin 1961 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Bielo Assibi, élève, demeurant à Kara ;

14°/— M. Thon Acohin Ouro Togbédji, né le 16 avril 1962 à Kara, fils de Thon Acohin Hodonou et de Biregana Tinam, élève, demeurant à Kara ;

Article 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-91 du 22 mai 1985 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un régent.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 49 951/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de famille tenue le 26 juin 1984 à Nano (préfecture de Tône),

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Barnabo Gazaro, l'arrêté n° 237-PR-INT-SG-APA-AP du 18 décembre 1975 portant reconnaissance de la désignation coutumière de chefs de canton.

Art. 2. — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Konkonguebik Kolani, en qualité de régent du canton de Nano (préfecture de Tône) en remplacement de Barnabo Gazaro, décédé.

Art. 3. — Il est alloué à M. Konkonguebik Kolani, régent du canton de Nano, des indemnités annuelles de fonctions de cent vingt mille (120.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1986, section 15, chapitre 21, article 00 00, paragraphe 12.

Art. 4. — Le présent décret, qui a effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-92 du 22 mai 1985 accordant amnistie individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu les articles 18, 32, et 35 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 85-10 du 21 mai 1985 portant amnistie,

DECRETE :

Article premier. — Le bénéfice de l'amnistie est accordée à M. Déré Bamazé né en 1938 à Farendé (préfecture de la Binah), fils de Gnakou Bamaze et de Maréo Kouratekpe, condamné le 11 mai 1982 par le tribunal correctionnel de Sokodé à douze mois d'emprisonnement pour complicité de vol.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 22 mai 1985

Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-94 du 23 mai 1985 portant autorisation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance No 12 du 7-4-1967 portant création du Port Autonome de Lomé et notamment son article 11 ;

Vu la loi organique No 82-6 du 16-6-1982 relative aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère économique ;

Vu le décret No 82-177 du 30-6-1982 portant application des lois organiques relatives aux sociétés d'Etat, établissements publics à caractère économique et aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le décret No 84-165 du 13-9-1984 portant remaniement du gouvernement ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le Port Autonome de Lomé est autorisé à octroyer un prêt de six cent millions (600.000.000) de francs CFA à une société du Burkina Faso à des conditions à négocier par les parties.

Art. 2 — Le directeur du Port Autonome de Lomé est désigné pour conduire les négociations à charge d'en rendre compte au conseil d'administration.

Art. 3 — Le ministre du commerce et des transports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 23 mai 1985

Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-95 du 28 mai 1985 fixant le montant des indemnités de fonctions attribuées aux chefs de canton et à certains chefs de la République togolaise pour l'année 1985.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution;

Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo.

DECRETE :

Article premier — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux chefs de canton et à certains chefs de la République togolaise sont fixées comme suit pour l'année 1985 :

Préfecture du Golfe (Lomé)

PM chef du canton d'Amoutivé	180.000
Aklassou Assou Adéla, chef du canton de Bè	180.000
Gassou Samédi, chef du canton de Baguida	120.000
Atsou Kodjo, chef du canton d'Agoè-Nyivé	180.000
Semekonowo Ayaovi, chef du canton Aflao	180.000
Soadzede Hounkpetor III, chef du canton Sanguéra	120.000

Préfecture des Lacs (Anèho)

Fio Zankli Lawson VII, chef traditionnel de la ville d'Anèho	180.000
Nana Ohiniko Quam-Dessou XIV, chef traditionnel de la ville d'Anèho	180.000
Fio Tonyoh Lassey Mensah Assiakoley IV, chef traditionnel de la ville d'Agbodrafo	120.000
Fio Tonyoh Foli-Bébé XIV, chef traditionnel de la ville de Glidji	180.000
PM " " d'Attitogon	120.000
Fio Toyo-Kuegah Yao, chef traditionnel de la ville d'Agomé-Glozou	120.000

Préfecture de Vo (Vogan)

Kalipé Kodjo Nouwomkpo, Régent de Vogan	240.000
Baya Mlapa V, chef traditionnel de Togoville	120.000

Préfecture de Yoto (Tabligbo)

Viagbo Amétohoundji, chef traditionnel de Tabligbo	180.000
Nekou Sossou, chef traditionnel de Kouvé	120.000

Préfecture du Zio (Tsévié)

Passah Atsu Foly VI, chef canton de Tsévié	180.000
Dogbla Maglo Yaovi, chef canton de Davié	120.000
Toulassi Apédo Kodjo, chef canton de Gblainvié	120.000
Guidiga Esseh Yaovi, chef canton de Dalavé	120.000
Akakpo Sessofia Aklassou III, chef canton de Kpomé	120.000
PM chef canton de Gbatopé	120.000
Adjéoda Agbédam Aménou, chef canton de Gapé	180.000
PM chef canton de Bolou	120.000
Kpelli Kuma Mawulom, chef canton de Mission-Tové	180.000
Fiaty Kokou, chef canton de Kévé	180.000
Awlimé Dokou Kodjo, chef canton Assahoun	180.000
PM chef canton de Badja	120.000
PM chef canton d'Aképe	120.000

Amaglo K. Sadzo III, chef canton de Zolo	120.000
Kossi Alakpa III, chef canton de Noépé	120.000
Davi Kokou Alagba IV, chef canton d'Agbé-louvé	180.000

Préfecture de l'Ogou (Atakpamé)

PM chef canton de Gnagna	240.000
PM chef canton de Djama	180.000
Toudji N'Tsoukpo, chef canton de Woudou	180.000
Tchalla Karoué, chef canton de Elavagnon (Est-Mono)	180.000
Hounkpati Nayo Agboké II, chef canton de Kpessi	120.000
PM chef canton de Igbérioko (Morétan)	180.000

Préfecture de Kloto (Kpalimé)

PM chef canton de Kpalimé	180.000
Doh Séménou Kpégba Tégli II, chef canton Danyi-Atigbé	180.000
Kossi Elom Komédza Pebi IV chef canton Agou-Nyogbo	120.000
PM chef canton de Kpélé	240.000
Kokou Sényo Ténu Tsally, chef canton Agomé	120.000
Améga Yao Gassou IV chef canton Ahlon	120.000
Kossi Kétigba Adassou chef canton Akata	120.000
Agbéli Kokou Agbaga VII chef canton Lanvié	120.000
Hini Atsutsé Gbedze XI chef canton de Danyi-Kakpa	120.000
Eklou Kodzo Agodo IV chef canton Hanyigba	120.000
Kossi Agbada chef canton Tové	120.000
Komi Tégleby Agbokou III chef canton de Kpadapé	120.000
Komlan Dom Gameti IV chef canton Kouma	120.000
Kedzi Kokou Weti III chef canton Kpimé	120.000
PM chef canton de Yikpa	120.000
Dotsé Tedekou III chef canton Agotimé-Nord	120.000
Kokou Pattah Nyagamago chef canton de Agotimé-Sud	120.000
Ahloe Koussou Komlan Sepeni V chef canton Assahoun-Fiagbé	120.000
Kodzo Eklou Agbakla II chef canton Gadja	120.000
Yawo Komassi chef canton Agou-Iboè	120.000
Yawo Messan Paniah Egu III chef canton Agou-Tavié	120.000
Komi Abotsivia Adati chef canton Gbalavé	120.000
PM chef canton de Agou-Akplolo	120.000
Koffi Ocloo Kutumua chef canton de Agou-Kébou	120.000
Avokati Komla Klili Botri VI chef canton Agou-Atigbé	120.000

Préfecture du Haho (Notsé)

Afatsawo Adzidédzi K. Agokoli III chef canton Notsé	240.000
Dégbé Hometowou chef canton Tohoun	180.000
Ada Daga chef canton Kpèkplémé	180.000

Préfecture d'Amou (Amlame)

Nayo Doufa Agouma chef canton Ouma	180.000
Ihou Alonou Kossi chef canton Logbo	240.000
Dabida Tèvi chef canton Ikponou (Akposso-Nord)	180.000

Préfecture de Wawa (Badou)			
Esséfua Yao Eglomasse III chef canton de Badou	240.000	PM chef de canton de Tcharè	120.000
Anonéné Ametepe II chef de canton de Kougnohou	240.000	Kpiki Sama Toï chef de canton de Pya	180.000
Obim Kossi chef canton de Ouwui (Akposso-Plateau)	180.000	Kadanga Farara chef de canton de Tchitchao	180.000
Préfecture de Tchaoudjo (Sokodé)		Bataka Bakoutaré chef de canton de Sarakawa	120.000
PM régent du canton central	180.000	Tchalla Animao chef de canton de Yadé	120.000
PM chef de canton d'Agoulou	120.000	Pekpeli Moroké Panapassa chef de canton de Bohou	120.000
Bouro Akpo Meatchi chef de canton de Kéméni	120.000	Kpakpabia Aklesso Kpéli chef de canton de Landa-Pozenda	120.000
Préfecture de Tchamba (Tchamba)		Tchasongai Adom Kpao chef de canton de Djamdè	120.000
Amoussou Tchibara chef de canton de Tchamba	180.000	Agouzou Batascome chef de canton de Lâma	240.000
Odou D. Akoéran chef de canton de Koussountou	180.000	Tetoubema Loriè chef de canton de Atchangbadè	180.000
El Hadj Mama Abdoulaye Sani Gado chef de canton de Adjéidé (Kri-Kri)	120.000	Bakoubolo Aton chef de groupement de villages	120.000
Préfecture de Sotouboua (Sotouboua)		Préfecture de la Binah (Pagouda)	
Welessa Kodjo chef de canton de Sotouboua	180.000	Pré Aféïtom Kadjom Chef de canton de Pagouda	180.000
Atchouzou Akata Atchaa chef de canton de Adjengré	180.000	PM chef canton Kétao	180.000
Aladji Bassi chef de canton de Tchébébé	180.000	N'Baou Awissi chef de canton de Pessaré	180.000
Batabou Yélébidjo chef de canton de Aouda	180.000	PM chef de canton de Lama-Dessi	180.000
Konto Gnakoïfre Kossi chef de canton de Adélé	180.000	PM chef de canton Boufalé	180.000
Edeou Tchalla chef de canton de Blitta	240.000	PM chef de canton de Solla	120.000
PM chef de canton de Fazao	240.000	Tchamssama Assema chef de canton de Sirka	120.000
Adjifui Bama Kassemè chef de canton de Langabou	120.000	Préfecture de Doufelgou (Niamtougou)	
Préfecture d'Assoli (Bafilo)		M'Beta Hasso Ahorma chef de canton de Défalé	240.000
Esso Ratéi chef de canton de Bafilo	240.000	PM chef de canton de Siou	180.000
Ouro Bodi Essowazina chef de canton de Dako	120.000	Koubatine Diantome chef de canton de Alloum	180.000
Kezire Tchakélé chef de canton de Koumondè	120.000	Adjé Nawou chef de canton de Massédéna	120.000
Préfecture de Bassar (Bassar)		Kpassira Agoularé chef de canton de Kadjalla	180.000
Atakpa Bem Gmakagni régent Bassar	180.000	Awi Bielou chef de canton de Pouda	120.000
Nagbidja Djéri régent Guérin-Kouka	180.000	Tabolo Tossorma chef de canton de Léon	120.000
Bonfoh Nouhoum chef de canton de Kabou	240.000	BoukpeSSI T. Baramna chef de canton de Nyamtougou-Koka	180.000
Abdoulaye Issa chef de canton de Bapuré	120.000	Souho Tassou chef de canton de Agbandè-Yaka	180.000
PM chef de canton de Nandouta	120.000	Bagoudougou Makéouna chef de canton de Baga-Ténéga	180.000
Nandjirma Gnamale chef de canton de Kidjaboun	120.000	Préfecture de la Kéran (Kandé)	
Koffi Seydou chef de canton de Bidjabé	120.000	Akolo Gnanlé chef de canton de Kandé	180.000
Ouada Tignokpa chef de canton de Dimouri	120.000	Ayakina Aliké chef de canton de Ataloté	240.000
Tadoure Djassaba chef de canton de Namon	120.000	Alfa Obati chef de canton Tamberma-Est (Koutougou)	120.000
Billaye Manyoré régent de Nawaré	120.000	Agnindé Agnirou chef de canton de Kpessidé	120.000
Ouyomba Djankala chef de canton de Katchamba	120.000	N'Dokre Sato Régent Tamberma-Ouest (Nadoba)	180.000
Baromna Koulon chef de canton de Santé	120.000	Préfecture de l'Oti (Sansanné-Mango)	
Mayembo Siriki chef de canton de Bangéli	120.000	N'Djabara Anzoumana chef de canton de Mango	180.000
Préfecture de la Kozah (Kara)		Sambogou M'Boma chef de canton de Gando	120.000
Wala Tchakpalla Atenmoutou chef de canton de Lassa	180.000	PM chef de canton de Mogou	180.000
Tazou Nabiyouliwa chef de canton de Soumdina	180.000	Tignan Djayombou chef de canton de Kou-mongou	180.000
Powoude Songayi chef de canton de Landa	120.000	Nopti Denanga chef de canton de Nagbéni	120.000
Meleke Ali chef de canton de Kouméa	240.000		

Morogou Tchirifou chef de canton de Tchanaga	120.000
Sambiani Tchangouti, chef de canton de Galangashie	120.000
PM chef de canton de Takpamba	120.000
Douti Kolani, chef de canton de Barkoissi	120.000

Préfecture de Tône (Dapaong)

Mondo Yentougli, chef de canton de Dapaong	240.000
Lamboni Namdouk, chef de canton de Namoundjoga	180.000
Youma Mogoré, chef de canton de Timbou	180.000
Sambiani Matéyendou, chef de canton de Bombouaka	120.000
Kognan Lallé, chef de canton de Kantindi	180.000
Oudano Tantandja, chef de canton Korbon-gou	240.000
Sandani Gbendja, chef de canton de Borgou	120.000
Gnome Kolani, chef de canton de Bidjenga	120.000
PM chef de canton de Mandouri	180.000
Sanwogou Kombaté, chef de canton de Tamongou	120.000
Lamboni Nabour, chef de canton de Nandoga	120.000
Djanté Djandjaré, chef de canton de Tami	120.000
Kpetanle Sankardja, chef de canton de Pogno	120.000
Mardja Sankardja, chef de canton de Biankouri	120.000
Mindili Kankandja, chef de canton de Koundjoaré	120.000
Kolani Kantame, chef de canton de Loko	120.000
Konfino Bantagobré, chef de canton de Sissiak	120.000
Gnoatibe Lamboni, chef de canton de Lotogou	120.000
Yemblime Yempepou, chef de canton de Nadjoundi	120.000
Konkomongou Laré, chef de canton de Tampialime	120.000
Kolani Laré, chef de canton de Doukpergou	120.000
Kolani Kombaté, chef de canton de Lokpano	120.000
Kolani Bombouamé, chef de canton de Goundoga	120.000
Dambre Kombongou, chef canton de War-kambou	120.000
Kondame Nabaguédjoa, chef canton de Nnergou	120.000
Gbégbertane Bamok Namoune, chef canton de Bogou	120.000
Kombaté Lamboni, chef canton de Nioukpourma	120.000
PM chef canton de Nano	120.000
Tadja Pouguinimpo, chef canton de Naki-Est	180.000
Tiem Yambandjoa, chef canton de Pana	120.000
Tadja Pouguinimpo, chef canton de Naki-Ouest	120.000
Djissinaba Sanna, chef canton de Cinkansé	180.000

Art. 2 — La dépense est imputable au budget général, gestion 1985 section 15, chapitre 21, article 00 00 paragraphe 12.

Art. 3 — Le présent décret qui a effet pour compter du 1er janvier 1985 sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Général G. EYADEMA

Lomé, le 28 mai 1985

DECRET N° 85-96 du 30 mai 1985 fixant le montant des indemnités de fonctions des secrétaires des chefs de canton de la République togolaise pour l'année 1985.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 561-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo.

DECRETE :

Article premier — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires des chefs de canton sont fixées comme suit pour l'année 1985 :

Préfecture du Golfe (Lomé)

P.M. secrétaire du chef canton d'Amoutivé	48.000
P.M. secrétaire du chef canton de Bè	48.000
Wataklassou Kodjovi, secrétaire du chef canton de Baguida	48.000
Attila Eklou, secrétaire du chef canton Agoè-Nyivé	48.000
Semekonao Kokou, secrétaire du chef canton Aflao	48.000
Houankpetor Kwami, secrétaire du chef canton de Sanguéra	48.000

Préfecture des Lacs (Anèho)

Ohin Kouamba, secrétaire du chef traditionnel d'Anèho	48.000
Lawson Boèvi, secrétaire du chef traditionnel d'Anèho	48.000
P.M. secrétaire du chef traditionnel de Glidji	48.000
Assiakoley Lassey Sébianou Doteh, secrétaire du chef traditionnel d'Agbodrafo	48.000
P.M. secrétaire du chef traditionnel d'Attitogon	48.000
Sakpovi Savi, secrétaire du chef traditionnel d'Agomé-Glozou	48.000

Préfecture de Vo (Vogan)

Afoutou Komlanvi, secrétaire du chef traditionnel de Vogan	48.000
Agbodo Yawo, secrétaire du chef traditionnel de Togoville	48.000

Préfecture de Yoto (Tabligbo)

Viagbo Kossi Avowlanou, secrétaire du chef traditionnel de Tabligbo	48.000
Honsou Komlan Mamleh, secrétaire du chef traditionnel de Kouvé	48.000

Préfecture du Zio (Tsévié)

Ahiagba Kodjo Foypssewo, secrétaire du chef de canton de Tsévié	48.000
---	--------

Atayi Messan Akéney, secrétaire du chef canton de Davié	48.000	Adonou Komla secrétaire du chef canton de Hanyigba	48.000
Drafor Koffi Nanyo, secrétaire du chef canton de Gblainvié	48.000	Etse M. Koffi secrétaire du chef canton de Tové	48.000
Amouzou S. Mawuko, secrétaire du chef canton de Dalavé	48.000	Apla Kwami Sefenu secrétaire du chef canton de Kpadapé	48.000
Alate Eklou secrétaire du chef canton de Kponé	48.000	Tete Tcheyi Kpodzro secrétaire du chef canton de Kouma	48.000
Avunya Gbato Komi secrétaire du chef canton de Gbatopé	48.000	Kedzi Yawo secrétaire du chef canton de Kpimé	48.000
Awudi Komla secrétaire du chef canton de Gapé	48.000	Eklou Koffi Mawuli secrétaire du chef canton de Yikpa	48.000
Totovi E. Kossi secrétaire du chef canton de Agbélouvé	48.000	Agbodzo Tété Kwami secrétaire du chef canton d'Agotimé-Nord	48.000
Mokli Komla Ségbédji secrétaire du chef canton de Bolou	48.000	Abotsivia Koffi secrétaire du chef canton de Gbalavé	48.000
Djaka Sétsoafia secrétaire du chef canton de Mission-Tové	48.000	Agblani Tsogbé Koku secrétaire du chef canton d'Agou-Atigbé	48.000
Tengue Akua Elom secrétaire du chef canton de Kévé	48.000	Agbenya Apedo Kossi secrétaire du chef canton d'Assahoun-Fiagbé	48.000
Awlime Koffito-Djabakou secrétaire du chef canton de Assahun	48.000	Eklou Koffi secrétaire du chef canton de Gadja	48.000
Wukanya Kodjo secrétaire du chef canton de Badja	48.000	Gbetoglo Kossi secrétaire du chef canton d'Agou-Iboè	48.000
Awisse Kodjo secrétaire du chef canton de Aképé	48.000	Alagbo Komlan Semenu secrétaire du chef canton d'Agou-Tavié	48.000
Gumenu G. Koffi secrétaire du chef canton de Zolo	48.000	Toba Yawo secrétaire du chef canton d'Agotimé-Sud	48.000
Gbetey Amuzuvi Kokou secrétaire du chef canton de Noépé	48.000	Gameda Koku Amenya secrétaire du chef canton d'Agou-Akplolo	48.000
Préfecture de l'Ogou (Atakpamé)		Zegue Koffi secrétaire du chef canton d'Agou-Kébou	48.000
Kpagana Fondjè secrétaire du chef canton de Gnagna	48.000	Préfecture du Haho (Notsé)	
Illene Tèvi Komi Ayedjo secrétaire du chef canton de Djama	48.000	Gadzi Sessi secrétaire du chef canton de Notsé	48.000
Amoudji Missihoun secrétaire du chef canton de Woudou	48.000	Adannou Komla secrétaire du chef canton de Tohoun	48.000
Awadi Tchèdié secrétaire du chef canton de Elavagnon-Est-Mono	48.000	Gbadekpe Eké secrétaire du chef canton de Kpèkplémé	48.000
Ayikoe Komi secrétaire du chef canton de Kpessi	48.000	Préfecture d'Amou (Amlame)	
Oyo Yaou secrétaire du chef canton de Igbériko (Morétan)	48.000	Adzadza Kwami secrétaire du chef canton de Ouma	48.000
Préfecture de Kloto (Kpalimé)		Etsi Ankou secrétaire du chef canton de Logbo	48.000
Landji Dodii Mensavi secrétaire du chef canton de Kpalimé	48.000	Dabida Yawovi secrétaire du chef canton de Ikponou (Akposso-Nord)	48.000
Egbenou A. Agbéko secrétaire du chef canton de Danyi-Atigbé	48.000	Préfecture de Wawa (Badou)	
Goka Kwadzo secrétaire du chef canton d'Agou-Nyogbo	48.000	Assagah Ekuédéalu secrétaire du chef canton de Badou	48.000
Adibolo Komla Ametefe secrétaire du chef canton de Kpélé	48.000	Kodjogan Ahovi Senyo secrétaire du chef canton de Kougnohou	48.000
Bansah Koffi secrétaire du chef canton de Agomé	48.000	Sedoame Adokaleni Kossi secrétaire du chef canton de Ouwui (Akposso-Plateau)	48.000
Yao Kokou secrétaire du chef canton d'Ahlon	48.000	Préfecture de Tchaoudjo (Sokodé)	
Gazukpe Kossivi secrétaire du chef canton d'Akata	48.000	Ouro Gaffo Batassa secrétaire du régent du canton de Sokodé	48.000
Srahavi Komi Dzogbéku secrétaire du chef canton de Lanvié	48.000	Akondo Essofa secrétaire du chef canton de Agoulou	48.000
Agbezudo Yawo secrétaire du chef canton de Danyi-Kakpa	48.000	Ouro-Akpo Agouda secrétaire du chef canton de Kéméni	48.000

Préfecture de Tchamba (Tchamba)

Apoujak Bouroum Moitadjoto secrétaire du chef canton de Tchamba	48.000
Atcha Kondo Aboubakar secrétaire du chef canton de Koussountou	48.000
Ouro Guafou Tchagnaou secrétaire du chef canton de Adjéidè	48.000

Préfecture de Sotouboua (Sotouboua)

Yelegue Bakoï secrétaire du chef canton de Sotouboua	48.000
Nabelewa Gnalo secrétaire du canton de Adjengré	48.000
Beribamana Kpalanté secrétaire du chef canton de Tchébébé	48.000
Agna Kézié secrétaire du chef canton de Aouda	48.000
Djinsa K. Koffi secrétaire du chef canton de Adélé	48.000
Hadabia Kouyawa secrétaire du chef canton de Blitta	48.000
Ouro Akala Tchida Adéliwoè secrétaire du chef canton de Fazao	48.000
Blewoussi Kodjovi secrétaire du chef canton de Langabou	48.000

Préfecture d'Assoli (Bafilo)

Ouro Yondou Ouréya secrétaire du chef canton de Bafilo	48.000
Tchedre Tagba secrétaire du chef canton de Koumondè	48.000
Ouro Akpo Assema Bouwessodjo secrétaire du chef canton de Dako	48.000

Préfecture de Bassar (Bassar)

Atakpa-Bem Gbati secrétaire du chef canton de Bassar	48.000
Moussa Yacoubou secrétaire du chef canton de Guérin-Kouka	48.000
Tcha-Koura Djanima Tchédre secrétaire du chef canton de Kabou	48.000
Adam Soli-N'goba secrétaire du chef canton de Bapuré	48.000
Ibouko Nighoili secrétaire du chef canton de Nandouta	48.000
Nimbie Mabibi secrétaire du chef canton de Kidjaboun	48.000
Lobi Koumaï secrétaire du chef canton de Bidjabé	48.000
Djato Tignipou Ghandi secrétaire du chef canton de Dimouri	48.000
Bidikim Awandé secrétaire du chef canton de Namon	48.000
Bilaye Wakamé secrétaire du chef canton de Nawaré	48.000
Yable N'Tabakibiè secrétaire du chef canton de Katchamba	48.000
Aleza secrétaire du chef canton de Santé	48.000
Kilifin Nagmanimi secrétaire du chef canton de Bangéli	48.000

Préfecture de la Kozah (Kara)

Walla Bloulouki secrétaire du chef canton de Lassa	48.000
--	--------

Banadao Bafaki Ayaï secrétaire du chef canton de Soundina	48.000
Sekou Tchila secrétaire du chef canton de Landa	48.000
Anate Pèizani Pamânam secrétaire du chef canton de Kouméa	48.000
Gnagna Mondokibéwé Kokou secrétaire du chef canton de Tcharé	48.000
Kadanga Essodina secrétaire du chef canton de Pya	48.000
Bitibitcha Tchamdja secrétaire du chef canton de Tchitchao	48.000
Makpending Aliléo secrétaire du chef canton de Sarakawa	48.000
Beguedou Tchamdja Sébou secrétaire du chef canton de Yadé	48.000
Pekpeli Maïressiwa secrétaire du chef canton de Bohou	48.000
Balaye Tchâa secrétaire du chef canton de Landa-Pozanda	48.000
Dom Agarassi secrétaire du chef canton de Djamde	48.000
Badabadi Atafey secrétaire du chef canton de Lama	48.000
Beleyi Modomtèma secrétaire chef groupem. villages	48.000
Baroudjia Takouda secrétaire de chef de Atchangbadè	48.000

Préfecture de la Binah (Pagouda)

Pré Aballo secrétaire du chef canton de Pagouda	48.000
Pauwali Koubonou secrétaire du chef canton de Kétao	48.000
Tare Tomféiliké secrétaire du chef canton de Pessaré	48.000
Ali Abalo secrétaire du chef canton de Lama-Dessi	48.000
P.M. secrétaire du chef canton de Boufalé	48.000
Abako Bawah secrétaire du chef canton de Solla	48.000
Koriko Bodi Gado secrétaire du chef canton de Sirka	48.000

Préfecture de Doufelgou (Niamtougou)

Mahatete Kpona secrétaire du chef canton de Défalé	48.000
Badjona Bayogta Kpènsaga secrétaire du chef canton de Siou	48.000
Pandom Daba secrétaire du chef canton de Alloum	48.000
Adjerim Assindjo secrétaire du chef canton de Massédéna	48.000
Toka Koulaba Djato secrétaire du chef canton de Kadjalla	48.000
Lagou G. Djalouga secrétaire du chef canton de Pouda	48.000
Tchamba Tchondo secrétaire du chef canton de Léon	48.000
Kassaloa Koula secrétaire du chef canton de Niamtougou-Koka	48.000
Liane Yao secrétaire du chef canton de Agbandè-Yaka	48.000

Tombegou K. Ragoudjouma secrétaire du chef canton de Baga Ténéga	48.000
Préfecture de la Kéran (Kandé)	
Natchankine Namonta secrétaire du chef canton de Kandé	48.000
Aka Animba Assèwè secrétaire du chef canton de Ataloté	48.000
Ayeba Awossou secrétaire du chef canton de Kpessidè	48.000
N'boti Natta secrétaire du chef canton de Tamberma-Est (Koutougou)	48.000
N'poh Soity N'tokouba secrétaire du chef canton de Tamberma-Ouest (Nadoba)	48.000
Préfecture de l'Oti (Sansanné-Mango)	
M'djambara Fambaré secrétaire du chef canton de Mango	48.000
Nadja Sanwogou Lamboni secrétaire du chef canton de Gando	48.000
Nambiema Nadje secrétaire du chef canton de Koumongou	48.000
Lare Kombaté secrétaire du chef canton de Mogou	48.000
Dramani Soulémana secrétaire du chef canton de Takpamba	48.000
Gazama Lochina secrétaire du chef canton de Tchanaga	48.000
Nandoudani Matéyendou secrétaire du chef canton de Galangashie	48.000
Ampi Nadje secrétaire du chef canton de Bar-koissi	48.000
Laré Baclatchien secrétaire du chef canton de Nagbéni	48.000
Préfecture de Tone (Dapaongo)	
Kountogue Diyane secrétaire du chef canton de Dapaong	48.000
Kombaté Banjaré secrétaire du chef canton de Namoundjoga	48.000
Languebande Kayaba secrétaire du chef canton de Timbou	48.000
Laré Lankondjoa secrétaire du chef canton de Bombouaka	48.000
Djagbik Lardja secrétaire du chef canton de Kantindi	48.000
Yenlenli Gampo secrétaire du chef canton de Korbongou	48.000
Sandani Lenga secrétaire du chef canton de Borgou	48.000
Gnome Minlibe secrétaire du chef canton de Bidjenga	48.000
P. M. secrétaire du chef canton de Mandouri	48.000
Laré Azourma Kolambik secrétaire du chef canton de Tamongou	48.000
Lamboni Boukari secrétaire du chef canton de Nandoga	48.000
Yendoubane Djaporke secrétaire du chef canton de Tami	48.000
Yandja Lenga secrétaire du chef canton de Lebine Poone secrétaire du chef canton de Biankori	48.000
Traoré Mama secrétaire du chef canton de Koundjoaré	48.000
Lamboni Laré secrétaire du chef canton de	

Loko	48.000
Kantchambre Laré, secrétaire du chef canton de Sissiak	48.000
Laré Sambo secrétaire du chef canton de Lotogou	48.000
Boulare Kankpenandja secrétaire du chef canton de Nadjoundi	48.000
Konkonmougou Souke secrétaire du chef canton de Tempialime	48.000
Klouk Sidjobka secrétaire du chef canton de Doukpergou	48.000
Kolani Djointiébé secrétaire du chef canton de Lokpano	48.000
Gourime Kombaté secrétaire du chef canton de Goundoga	48.000
Kombongou Tchalmone Bampile secrétaire du chef canton de Warkambou	48.000
Tchantage Gouyabinine secrétaire du chef canton de Nanergou	48.000
Lamboni Kolani secrétaire du chef canton de Bogou	48.000
Lanteni Yambandjao secrétaire du chef canton de Nioukpourma	48.000
Laré Alassani secrétaire du chef canton de Nano	48.000
Komaté Dametoti secrétaire du chef canton de Naki-Est	48.000
Koutone Arzoume secrétaire du chef canton de Naki-Ouest	48.000
Nano Fanou secrétaire du chef canton de Pana	48.000
P. M. secrétaire du chef canton de Cinkansé	48.000

Art. 2 — La dépense est imputable au budget général, gestion 1985, section 15, chapitre 21, article 00, paragraphe 12.

Art. 3 — Le présent décret qui a effet pour compter du 1er janvier 1985, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-98 du 30 mai 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Boumbéra Allassounouma, professeur, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-99 du 30 mai 1985 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du karité pour la récolte 1984/85.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi N° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret N° 84-138 du 23 juillet 1984 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer aux producteurs et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour le karité de la récolte 1984/1985.

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1984-85 est fixée au 25 mai 1985.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 mai 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-100 du 30 mai 1985 portant modification du décret n° 75-131 du 22 mai 1975 fixant les indemnités allouées aux membres du gouvernement, aux fonctionnaires ou agents de l'administration appelés à se déplacer sur ordre ou pour le service.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu le décret N° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret N° 61-126 du 16 mars 1961 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret N° 62-53 du 5 avril 1962 portant classement des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret N° 75-131 du 22 mai 1975 fixant les indemnités à allouer aux membres du gouvernement, aux fonctionnaires ou agents de l'administration ou des organismes publics ou para-publics appelés à se déplacer par ordre ou pour le service ;

Vu le décret N° 84-165 du 13 septembre 1984 portant remaniement du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les articles 1, 2, 3, 7, alinéas 1 et 2, et 8 du décret n° 75-131 du 22 mai 1975 sont modifiés comme suit :

Article 1er nouveau — Tout membre du gouvernement, fonctionnaire ou agent de l'administration ou d'un organisme public ou para-public appelé à se rendre à l'étranger sur ordre ou pour le service dans des conditions prévues à l'article 3 du présent décret a droit à une indemnité journalière dite « indemnité de mission ».

Article 2 nouveau :

I. L'allocation de cette indemnité est basée sur la durée effective du temps passé en mission et en transit. Elle se décompose par journée de vingt quatre heures.

Les fractions d'heures égales ou supérieures à 12 heures donnent lieu à l'attribution d'une indemnité complète.

Le taux de cette indemnité est fixé comme suit :

Classement par groupe	Zone Afrique Europe	Zone Amérique Asie
— Président de l'assemblée nationale, ministres, président de la cour suprême	35.000	40.000
— Directeurs de cabinet, ambassadeurs, secrétaires généraux, Attachés de cabinet, vice-président de l'assemblée nationale	30.000	35.000
— Directeurs des sociétés d'Etat	30.000	35.000
— Indice 1300 et plus	22.000	27.000
— Indice 850 à 1299	18.000	20.000
— Indice 200 à 849	18.000	20.000

II. Les agents des chancelleries diplomatiques et consulaires togolaises, pendant leurs déplacements **définitifs pour rejoindre leur poste ou pour regagner** le Togo dans le cadre d'une affectation, auront droit à l'indemnité journalière normale prévue au I du présent article dans la limite maximum de 3 jours.

En plus, ils auront droit à une majoration de cette indemnité de 75% lorsqu'ils se déplacent avec leur conjoint et 50% pour chacun des enfants dans la limite de 3 enfants.

L'indemnité forfaitaire pour emballage ainsi que l'indemnité pour frais d'hôtel sont supprimées.

Article 3 nouveau : Donnent droit à l'indemnité journalière de mission les déplacements rentrant dans les catégories ci-après :

1 — Missions temporaires d'un fonctionnaire ou agent à l'étranger ne comportant pas d'affectation.

2 — Missions temporaires à l'étranger d'un fonctionnaire ou agent au cours de son séjour à l'étranger.

3 — Missions temporaires au Togo d'un fonctionnaire ou agent en service dans une mission diplomatique togolaise à l'étranger et se déplaçant pour des nécessités de service.

Dans le cadre visé au paragraphe 2 ci-dessus, les agents servant dans les chancelleries diplomatiques et consulaires togolaises à l'étranger sont classés comme suit :

Groupe I

- Conseillers et secrétaires d'ambassade
- Groupe II
- Attachées, attachés financiers adjoints, secrétaires de chancellerie
- Groupe III
- Tous les autres agents

Ils bénéficient tous du taux plein pendant leurs déplacements. En ce qui concerne les missions décrites au paragraphe 3 ci-dessus, les bénéficiaires percevront la moitié de l'indemnité journalière prévue pour les déplacements à l'étranger pendant leur séjour au Togo.

Art. 7 alinéas 1 et 2 nouv. : Toute mission à l'étranger fera l'objet d'un ordre de mission délivré

Au Togo, par le directeur de cabinet du président de la République, visé par le ministre de l'économie et des finances et faisant référence à une fiche d'autorisation de dépense.

— A l'étranger, par l'ambassadeur ou le chargé de mission togolais dans le pays en cause.

Article 8 nouveau : L'ordre de mission est valable pour un seul déplacement. La durée maximum d'un déplacement à l'étranger n'excédera pas 3 mois.

Art. 2. — Le réajustement des taux d'indemnités de déplacement compte tenu de l'évolution du coût de la vie, peut faire l'objet d'un arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Art. 3 — Le ministre délégué à la présidence de la République et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter du 30 mai 1985 et sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 30 mai 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-101 du 3 juin 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
- Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
- Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, M. Pierre LACHAISE — conseiller au cabinet du ministre de l'économie et des finances est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'Ordre du Mono.

Article Deux. — Le présent décret sera enregistré au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 juin 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-102 du 3 juin 1985 fixant les prix d'achat du coton hirsutum pour la récolte 1985/86.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce et des transports, du ministre du développement rural et du ministre de l'Aménagement rural ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du TOGO (OPAT) ;

Vu le décret No 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts de la société togolaise du coton (SO TO CO) ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Pour la récolte 1985/86 les prix d'achat du coton son fixés comme suit :

— Coton Hirsutum : 1re qualité 105 F le kilogramme, 2e qualité 95 F le kilogramme.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 3 juin 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-103 du 4 juin 1985 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret No 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 70-157 du 14 septembre 1970, portant création des écoles de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin ;

Vu le décret No 75-16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret No 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin ;

Vu la lettre du CAMES en date du 23 novembre 1984 ;

Vu la liste des enseignants de l'université du Bénin inscrits sur les différentes listes d'aptitude — session de Bobo-Dioulasso (22-26 juillet 1984) ;

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique,

D E C R E T E :

Article premier — Les maîtres de conférences de l'université du Bénin ci-après désignés, inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire (comités consultatifs interafricains — session de juillet 1984), sont nommés professeurs titulaires à l'université du Bénin pour compter du 1er octobre 1984.

Il s'agit :

En médecine humaine-vétérinaire-pharmacie-odontostomatologie

de MM. d'Almeida Ayité Manko (Bactériologie)
Gnamey Koffi (Pédiatrie)
Homawoo Kossi (Chirurgie générale).

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est chargé de l'application

du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 juin 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-104 du 4 juin 1985 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu le décret No 70-156 du 14 septembre 1970, portant création de l'université du Bénin ;
Vu le décret No 70-157 du 14 septembre 1970, portant création des écoles de l'université du Bénin ;
Vu le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin ;
Vu le décret No 75-16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;
Vu le décret No 83-110 du 3 juin 1983, modifiant et complétant le décret No 75-76 du 4 avril 1975, fixant le statut de l'université du Bénin ;
Vu le rapport du CTS session de Bobo-Dioulasso du 23-26 juillet 1984 ;
Sur proposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique,

DECRETE :

Article premier — Le professeur sans chaire et le maître de conférences de l'université du Bénin respectivement ci-après désignés, inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeur titulaire (comités consultatifs interafricains — session de juillet 1984) sont nommés professeurs titulaires à l'université du Bénin pour compter du 1er octobre 1984.

Il s'agit :

En mathématiques - physique - chimie
de MM. Adjangba Messan : Chimie
Edee Mawulikplimi : Biophysique.

Art. 2 — Le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 4 juin 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-105 du 10 juin 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du mérite.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution spécialement en son article 15 ;
Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mérite ;
Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;
Vu le décret No 73-85 du 26 mars 1973 instituant l'Ordre national du Mérite.

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de la visite d'Etat en France du 10 au 13 juin 1985 de Son Excellence le Général Gnassingbé Eyadéma, président-fondateur du R.P.T., président de la République togolaise, est élevé à la dignité de Grand Croix de l'Ordre du Mérite.

Son Excellence M. François Maurice Marie Mitterrand, président de la République française.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juin 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-108 du 1er juillet 1985 ordonnant la publication de l'accord d'adhésion de la République du Mali à l'Union Monétaire Ouest Africaine, signé à Dakar le 17 février 1984.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;
Vu la loi No 85-07 du 25 février 1985 autorisant la ratification de l'accord d'adhésion de la République du Mali à l'Union Monétaire Ouest Africaine, signé à Dakar le 17 février 1984,

DECRETE :

Article premier — L'accord d'adhésion de la République du Mali à l'Union Monétaire Ouest Africaine, signé à Dakar le 17 février 1984 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 13 avril 1985, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1er juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

ACCORD D'ADHESION DE LA REPUBLIQUE DU MALI A L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

Le Gouvernement de la République Populaire du Bénin
Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire
Le Gouvernement de la République de Haute-Volta
Le Gouvernement de la République du Niger
Le Gouvernement de la République du Sénégal
Le Gouvernement de la République Togolaise

d'une part,

Le Gouvernement de la République du Mali

d'autre part,

conscients de la profonde solidarité de leurs Etats, reconnaissant la volonté des Etats de l'Afrique de l'ouest d'accroître leur coopération dans tous les domaines et de promouvoir une intégration économique ainsi qu'une répartition géographique équitable du développement,

reconnaissant que tout Etat Ouest Africain peut, sur sa demande et avec l'agrément des autres Membres de l'Union Monétaire, être admis à y participer aux termes mêmes du Traité du 14 novembre 1973 instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine, vu la demande d'adhésion à l'Union Monétaire Ouest Africaine adressée au Président de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest Africaine par

M. le Président de la République du Mali par lettre n° 211/PR en date du 23 décembre 1980, vu l'Acte n° 1 en date du 31 octobre 1983 pris par la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest Africaine au cours de sa réunion tenue à Niamey le 31 octobre 1983 sur rapport du Conseil des Ministres de l'Union,

Sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier — La République du Mali est admise à l'Union.

En conséquence la République du Mali

1. adhère au Traité instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine, du 14 novembre 1973, à l'Accord du 14 novembre 1973 instituant la Banque Ouest Africaine de Développement, aux Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) et aux Statuts de la Banque Ouest Africaine de Développement (B.O.A.D.) ;

à l'Accord de Coopération avec la République française, à la Convention de compte d'opérations conclue avec le Trésor français.

2. souscrit à tous les engagements, de quelque nature qu'ils soient, pris par l'Union en application des textes visés à l'alinéa 1er du présent Article et qui sont joints à la présente Convention.

Art. 2 — Les conditions et modalités d'adhésion de la République du Mali, notamment celles relatives à la prise en charge du Service de l'Emission par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, seront réglées par Conventions particulières.

Art. 3 — Le présent Accord entrera en application, après notification de sa ratification par les Etats signataires à la République du Sénégal, le 1er juin 1984.

En foi de quoi, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Dakar, le 17 février 1984.

Pour la République Populaire du Bénin
Pour la République de Côte d'Ivoire
Pour la République de Haute-Volta
Pour la République du Niger
Pour la République du Sénégal
Pour la République Togolaise
Pour la République du Mali.

DECRET N° 85-109 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent du TOGO auprès de l'organisation des Nations-Unies à NEW-YORK.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Kwam Kouassi, professeur, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent du Togo auprès de l'organisation des Nations-Unies à New-York.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargée de l'exécution du présent

décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 juillet 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-110 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Canada.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Kossivi Osseyi, administrateur civil, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Canada

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 juillet 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-111 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Royaume Uni de Grande-Bretagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Mama-Sani Aboudou-Selami, professeur, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Royaume Uni de Grande-Bretagne.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 juillet 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-112 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Brésil.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération,

DECRETE :

Article premier — M. Lambana Tchaou, secrétaire d'administration, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise au Brésil.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-113 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 15 de la constitution ;
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération

DECRETE :

Article premier — M. Napo Ali, professeur, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Togolaise en République Fédérale d'Allemagne.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargée de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-114 du 2 juillet 1985 portant nomination du directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères et de coopération.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 82-9 du 27 janvier 1982 portant nomination.

Art. 2 — M. Egoulia Kpazou, inspecteur du trésor, précédemment 2^e conseiller à l'ambassade du Togo à Paris est nommé directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

Art. 3 — Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 85-115 du 2 juillet 1985 portant nomination d'un secrétaire général au ministère des affaires étrangères et de la coopération.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution,
Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

DECRETE :

Article premier — M. Messanvi Kekeh, administrateur civil est nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères et de la coopération.

Art. 2 — Le présent décret qui aura effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-116 du 8 juillet 1985 accordant grâce individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 15 et 18 de la constitution ;
Vu l'arrêté No 2 du 24 août 1978 de la cour de sûreté de l'Etat ;
Vu le décret No 79-200 bis du 30 août 1979 portant commutation de peine,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale de la peine est accordée à de Souza Kodjovi, né le 20 avril 1946 à Lomé, fils de de Souza Kowouvigan, et de Rhodes Ayaba métreur-dessinateur purgeant une peine de détention perpétuelle.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise et qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1985.

Lomé, le 8 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

Décret N° 85-117 du 8 juillet 1985 accordant grâce individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 15 et 18 de la constitution ;
Vu l'arrêté No 2 du 24 août 1978 de la cour de sûreté de l'Etat ;
Vu le décret No 79-200 bis du 30 août 1979 portant commutation de peine,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale de peine est accordée à Sanvee Kouao né le 26 décembre 1940 à Lomé, fils de Sanvee Josiah et de Schtlewein Ablawa, ex-chef de bataillon ex-directeur de l'établissement général des services des forces armées togolaises purgeant une peine de détention perpétuelle.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise et qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1985.

Lomé, le 8 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-118 du 8 juillet 1985 accordant grâce individuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 15 et 18 de la constitution ;

Vu l'arrêté No 2 du 24 août 1979 de la cour de sûreté de l'Etat ;

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée à Savi de Tove Kuassi Lanyo né le 7 mai 1939 à Lomé, fils de Savi de Tove Kokou Adéssi et de Savi de Tove Akouavi née Bruce, ex-directeur général de la Cie FAO, condamné le 24 août 1979 par la cour de sûreté de l'Etat à dix années de détention pour complot.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et qui prendra effet à compter du 1er juillet 1985.

Lomé, le 8 juillet 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-119 du 10 juillet 1985 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du karité et aux conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1985/86

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre du commerce et des transports ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1985/86 est fixée au 15 juillet 1985.

Art. 2. — Le prix d'achat aux producteurs des amandes de karité de ladite récolte est fixé à 80 frs le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) est fixée à 102.341 francs la tonne.

Art. 4. — Les montants des frais de transport supplémentaire que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Préfecture de Tône	8.820 francs la tonne
Préfecture de l'Oti	6.660 francs la tonne
Préfecture de Bassar	1.770 francs la tonne
Préfecture de la Kéran	3.990 francs la tonne
Préfecture de Doufelgou	3.180 francs la tonne
Préfecture de la Koza	2.340 francs la tonne
Préfecture de la Binah	3.420 francs la tonne
Préfecture d'Assoli	1.560 francs la tonne
Préfecture de Tchamba	1.110 francs la tonne.

Art. 5. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juillet 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DES AMANDES DE KARITE BAREME 1985-86

FRANC CFA LA TONNE

Prix d'achat au producteur	80.000
1 Commission manutention acheteur produit	1 058
2 Transport lieu d'achat au centre de collecte	2 000
	<hr/>
	3 058
Valeur nu-basculer centre de collecte	83 058
3 Manutention loyer magasin acheteur agréé	674
4 Transport Sokodé-Lomé	10 860
	<hr/>
	11 534
Valeur nu-basculer Lomé	94.592
5 Frais généraux forfaits	1 763
6 Intérêts et agios 10 % 2 mois 1/2 sur VLM	2 050
	<hr/>
	3 813
Valeur loco-magasin Lomé	98 405
7 Déchets 1,50 % sur VLM	1 476
8 Commission acheteur agréé (2,5 % VLM)	2 460
	<hr/>
	3 936
Valeur à facturer à l'OPAT	102 341

N.B. Les sacs consignés non retournés sont facturés à 500 francs la pièce.

DECRET N° 85-120 du 10 juillet 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, le commandant Antoine Henri Rossi — intendant militaire, assistant militaire technique auprès des forces armées togolaises est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 juillet 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-121 du 14 juillet 1985 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;

Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, le lieutenant colonel Jacques Roville, pilote-commandant de la base de chasse de Niamtougou est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 14 juillet 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-122 du 25 juillet 1985 accordant grâce individuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement No 13 du 18 mars 1983 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M Agongo Kotchikpa, né en 1952 à Dadja-Tchogli (préfecture de l'Ogou) fils de Agongo Guyo et de Ayinou Abadji, ex-receveur des postes et télécommunications à Aného, condamné le 18 mars 1983 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à cinq ans de réclusion pour avoir détourné au préjudice des postes et télécommunications la somme de 2.700.000 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé le 25 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-123 du 25 juillet 1985 accordant grâce individuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement No 3/85 du 6 mars 1985 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M. Attivi Ekoué né en 1950 à Glidji (préfecture des Lacs) fils de Attivi Folly et de Zotsi Mama, ex-agent des assiettes à la direction générale des impôts à Lomé, condamné le 6 mars 1985 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à cinq ans de réclusion pour avoir détourné au préjudice de l'Etat la somme de 1.021.727 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé le 12 août 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-124 du 25 juillet 1985 accordant grâce individuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement No 1/85 du 5 mars 1985 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier — Une remise totale du reste de la peine est accordée M. Davon Kuma Mensah, né en 1948 à Agodéké (préfecture du Golfe), fils de Davon Metchiva et de Keme Noudjravi, ex-employé de bureau à la préfecture du Golfe, condamné le 5 mars 1985 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à cinq ans de réclusion pour avoir détourné la somme de 1.642.000 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé le 25 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-125 du 25 juillet 1985 accordant grâce individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement No 1/85 du 5 mars 1985 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier. — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M. Agbagli Mensa, né en 1952 à Lomé, fils de Agbagli Vossa et de Mensah Tona, ex-employé de bureau à la préfecture du Golfe, condamné le 5 mars 1985 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à cinq ans de réclusion pour avoir détourné au préjudice de la préfecture du Golfe la somme de 1.694.750 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 juillet 1985
Général G. Eyadéma

DECRET N° 85-126 du 25 juillet 1985 accordant grâce individuelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 18 de la constitution ;

Vu le jugement No 6 du 11 mars 1983 rendu par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics,

DECRETE :

Article premier. — Une remise totale du reste de la peine est accordée à M. Kwadzo Dovi, né en 1939 à Agou-Nyogbo (préfecture de Kloto), fils de Kwadzo Kokou et de Sebouta Massan, ex-responsable de la Librairie Evangélique à Kara, condamné le 11 mars 1983 par le tribunal spécial pour la répression des détournements de deniers publics à cinq ans de réclusion pour s'être rendu complice des nommés Tcha-Tchibara Yacoubi et Baboïma Ya'ara Sindjawa dans le détournement de la somme de 1.922.400 francs, somme que l'intéressé a intégralement remboursée.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-127 du 25 juillet 1985 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu les articles 15, 32 et 24 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise, modifiée par l'ordonnance No 80-27 du 8 octobre 1980 ;
Vu la requête des intéressés ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à :

1° — M. Hounza Kodjo, né le 27 mars 1939 à Lomé, fils de Kokou Hounza et de Bayi Dossou, journaliste, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

2° — Mlle Delphine Kossiwa Hounza, née le 25 novembre 1945, fille de Ignace Hounza et de Christine Bayi, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

3° — Mlle Akouavi Hounza, née le 21 avril 1948 à Lomé fille de Kokou Hounza et de Bayi Dossou, dactylographe, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

4° — M. Hounza Séménou Kodjovi, né le 5 juin 1950 à Lomé, fils de Hounza Kokou et de Dossou Bayi, élève, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

5° — Mlle Hounza Ayaba Bernadette, née le 19 février 1953 à Lomé, fille de Hounza Ignace et de Dossou Christine, dactylographe, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

6° — M. Hounza Kodjo Mawuko, né le 31 janvier 1955 à Lomé, fils de Hounza Kokou et de Bayi Dossou, dactylographe, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

7° — Mlle Hounza Akossiwa Awatigbé, née le 19 avril 1959 à Lomé, fille de Hounza Kokou et de Dossou Bayi, dactylographe demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé ;

8° — M. Hounza Komla Dzidzoè, né le 17 mars 1962 à Lomé, fils de Hounza Kokou et de Bayi Dossou, élève, demeurant, 12, Rue Flatters Beniglato — Lomé.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice

est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-128 du 25 juillet 1985 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 49-51/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;
Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 3 juin 1985 à Tcharè (préfecture de la Kozah).

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 81-108 du 26 mai 1981 portant reconnaissance de la désignation de M. Ali Kpohou en qualité de chef de canton de Tcharè (préfecture de la Kozah).

Art. 2 — Est reconnu officiellement la désignation, par voie élective, de M. Yoma Lakou en qualité de chef de canton de Tcharè, en remplacement de M. Ali Kpohou, décédé.

Art. 3 — M. Yoma Lakou, chef de canton de Tcharè, percevra des indemnités annuelles de fonctions de cent vingt mille (120.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1985, section 15, chapitre 21, article 00 00, paragraphe 12.

Art. 4 — Le présent décret, qui a effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1985
Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-129 du 26 juillet 1985 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;
Sur proposition du ministre délégué à la présidence ;
Chargé de l'Information,

DECRETE :

Article premier — M. Panou Koffi, rédacteur en chef, est nommé directeur de la télévision.

Art. 2 — M. Combey Combietè, rédacteur en chef, est nommé directeur de radio Lomé.

Art. 3 — Le ministre délégué à la présidence, chargé de l'information est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter du 26 juillet 1985.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-130 du 26 juillet 1985 portant attribution de Médaille du Mérite Militaire à titre exceptionnel et étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en son article 15 ;
Vu la loi No 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;
Vu le décret No 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;
Vu le décret No 64-24 du 21 février 1964 portant création d'une médaille du mérite militaire,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, la Médaille du Mérite Militaire est attribuée à titre exceptionnel et étranger à l'adjudant Didier Louis Le Borgne — pilote d'hélicoptère.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 juillet 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-131 du 1er août 1985 relevant le préfet de Yoto et son adjoint de leurs fonctions

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;
Vu le décret No 84-229 du 19 décembre 1984, portant nomination ;
Vu le décret No 81-24 du 3 mars 1981, portant nomination aux postes d'adjoints aux chefs de circonscription administratives ;
Sur proposition du ministre de l'intérieur.

DECRETE :

Article premier — M. Amah Abayi Manguiwèkim, préfet de Yoto, est relevé de ses fonctions.

Art. 2. — M. Assiongbon Foly, adjoint au préfet de Yoto, est relevé de ses fonctions.

Art. 3. — Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1er août 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-132 du 1er août 1985 portant nomination d'un greffier en chef près la cour suprême

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;
Vu la loi No 81-4 du 30 mai 1981 déterminant l'organisation et fonctionnement de la cour suprême ;
Vu le décret No 62-103 du 2 avril 1962 fixant le statut particulier des cadres du personnel judiciaire,

DECRETE :

Article premier — M. Blagooee Ayaovi Délanam

greffier principal 3e échelon est nommé greffier en chef près la cour suprême.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1er août 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-133 du 1er août 1985 portant nomination d'un greffier en chef près la cour d'appel de Lomé

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire ;
Vu le décret No 62-103 du 2 avril 1962 fixant le statut particulier des cadres du personnel judiciaire,

DECRETE :

Article premier — M. Folly Ayi Akpéyédzé greffier de 1re classe 1er échelon est nommé greffier en chef près la cour d'appel de Lomé.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1er août 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-134 du 2 août 1985 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao récolte principal 1984/85

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Vu le décret No 84-180 du 17 octobre 1984 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte principale 1984/85 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1984/85 est fixée au 6 juillet 1985.

Art. 2. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 août 1985
Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-135 du 2 août 1985 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte intermédiaire 1985.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1985 est fixée au 15 juillet 1985.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux normes du conditionnement sont fixés comme suit pour les différentes qualités en tous points de traite :

Cacao supérieur et courant : 330 francs le kilogramme
Cacao limite grade 1 : 115 francs le kilogramme
Cacao limite grade 2 : 95 francs le kilogramme.

Art. 3. — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 361.091 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité supérieure et courante, à 134.859 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité limite grade 1 et à 113.898 francs CFA la tonne pour le cacao limite grade 2.

Art. 4. — Les montants des frais de transports supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 3.000 frs la tonne
Région d'Akposso-Nord : 2.300 frs la tonne
Région d'Akposso-Plateau : 2.300 frs la tonne
Région de Pagala : 2.300 frs la tonne
Région de Dayes : 2.300 frs la tonne
Région d'Akébou : 2.300 frs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 5 — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 2 août 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
BAREME CACAO RI 1985**

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur	330 000
1 Commission acheteur produit	1 505
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2 000
	<hr/>
	3 951
Valeur nu-basculer centre de collecte	333951

4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	751
5 Transport Lomé	5 000
	<hr/>
	5 751
Valeur nu-basculer Lomé	339 702
6 Déchets 0,25 % V.N.B.	849
7 Financement 10 % pour un mois 1/2 V.L.M.	4 361
8 Frais généraux fixes	3 968
	<hr/>
	9 178
	348 880

9 Commission acheteur agréé 3,5 % sur V.L.M.	12 211
Valeur à facturer à l'OPAT	361 091

N.B. — Les sacs non retournés sont facturés au prix de 500 francs la pièce.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
BAREME CACAO LIMITE 1984/85 GRADE I**

Francs CFA la tonne

Prix d'achat au producteur	115 000
1 Commission acheteur produit	1 505
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2 000
	<hr/>
	3 951
Valeur nu-basculer centre de collecte	118 951
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	751
5 Transport-Lomé	5 000
	<hr/>
	5 751
Valeur nu-basculer Lomé	124 702
6 Financement 10 % pour un mois 1/2 VLM	1 629
7 Frais généraux fixes	3 968
	<hr/>
	5 597

Valeur loco-magasin Lomé	130 299
8 Commission acheteur agréé 3,5 % sur V.L.M.	4 560

Valeur à facturer à l'OPAT 134 859
N.B. — Les sacs non retournés sont facturés à 500 francs la pièce.

**CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO
BAREME CACAO LIMITE 1984-85 GRADE II**

Francs CFA la Tonne

Prix d'achat au producteur	95 000
1 Commission acheteur produit	1 505
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	446
3 Transport au centre de collecte	2 000
	<hr/>
	3 951
Valeur nu-basculer centre de collecte	98 951
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	751
5 Transport Lomé	5 000
	<hr/>
	5 751

Valeur nu-basculé Lomé	104 702
6 Financement 10 % pour un mois 1/2 VLM	1 376
7 Frais généraux fixes	3 968
	5 344
Valeur loco-magasin Lomé	110 046
8 Commission acheteur agréé 3,5 % sur VLM	3 852
Valeur à facturer à l'OPAT	113 898
N.B. — Les sacs non retournés sont facturés à 500 francs la pièce.	

DECRET N° 85-136 du 2 août 1985 fixant les prix d'achat du café pour la récolte 1985/86

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;
Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu la loi No 61-91 du 22 juin 1961 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les prix d'achat au producteur du café de la récolte 1985-86 sont fixés comme suit pour les différentes variétés de café en tous points de traite.

Café Robusta Niaouli	: 365 frs kg
Café Arabica	: 370 frs kg

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports ; le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 août 1985

Général Gnassingbé Eyadéma

DECRET N° 85-137 du 5 août 1985 portant nomination des membres du conseil d'administration de la R.N.E.T.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, spécialement en ses articles 15, 32 et 34 ;
Vu le décret No 80-179 rapportant le décret No 79-291 du 20 décembre 1979 ;
Vu le décret No 65-177 du 10 décembre 1965 ;
Sur proposition du ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés en qualité d'administrateurs de la régie nationale des eaux du Togo (R.N.E.T.)

1/ — Administrateurs désignés :

MM. Affo Issa directeur général de la société nationale d'investissements (SNI) président
Fare I. Kpandja ingénieur des travaux publics — directeur de cabinet du ministre de l'équipement, des Mines, et des postes et Télécommunications — membre
Mme Aithnard Ahlonkoba directrice générale de la condition féminine — membre

M. Djalaté Inéo Temporé fonctionnaire au cabinet du ministre de l'économie et des finances membre
M. Houangbe-Houenassou Toguidé Docteur en médecine — directeur général de la santé publique membre
Commandant Gnofame Zoumaro forces armées togolaises — membre

Commandant Mémène forces armées togolaises — membre

M. Akouété-Akoué Edjéné directeur des affaires communes au ministère du plan et de l'industrie membre

M. Kinhole Lénovissi inspecteur des affaires administratives au ministère de l'intérieur — membre

2/ — **Administrateur représentant les membres de la chambre de commerce**

Kentzler Kodjo président du Scimpexto — membre

3/ — **Administrateur représentant le personnel de la R.N.E.T**

Da Cruz Kokouvi agent d'exploitation à la RNET membre .

Art. 2 — Le ministre des sociétés d'Etat et le ministre de l'équipement, des mines et des postes et télécommunications, sont chargés de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures et sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 août 1985

Général G. EYADEMA

DECRET N° 85-138 du 12 août 1985 portant rappel à l'activité

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret No 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté No 49-951/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo,

DECRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 85-78 du 19 avril 1985 portant suspension de chefs de canton et d'un chef de groupement de villages.

Art. 2. — M. Kpiki Sama Toï, chef de canton de Pya, Powoude Songai, chef de canton de Landa et Bakoubolo Aton, chef de groupement de villages, suspendus de leurs fonctions par décret susvisé, sont rappelés à l'activité.

Art. 3 — Le présent décret, qui a effet pour compter du 19 mai 1985 en ce qui concerne M. Bakoubolo Aton, et du 19 juin 1985 en ce qui concerne MM. Kpiki Sama Toï et Powoude Songai, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 août 1985

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-139 du 20 août 1985 portant nomination du directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu l'ordonnance No 39 du 12 novembre 1973 instituant un code de sécurité sociale, notamment en son article 8,

DECRETE :

Article premier. — M. Nangbog Barnabo, cadre de banque, est nommé directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, en remplacement de M. Kwassivi Kpetigo.

Art. 2. — Le présent décret qui prend effet à la date de sa signature, sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 20 août 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-140 du 20 août 1985 portant nominations.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;
Vu le décret No 60-59 du 18 juin 1960 portant création et organisation de la sûreté nationale togolaise et les textes qui l'ont modifié,

DECRETE :

Article premier. — Le capitaine Madji Kodjo Ayasou, officier de gendarmerie, précédemment préfet de Tchamba est nommé directeur de la sûreté nationale, en remplacement de M. Kodjo Assinguime.

Art. 2. — M. Bassouma Lamboni, commissaire de police est nommé premier adjoint au directeur de la sûreté nationale.

Art. 3. — Le lieutenant Pitalou-Ani Laokpessi, officier de gendarmerie est nommé deuxième adjoint au directeur de la sûreté nationale.

Art. 4. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à la date de sa signature et qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 20 août 1985
Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 85-142 du 2 septembre 1985 modifiant le décret n° 69-139 du 9-7-69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'économie et des finances ;
Vu la constitution notamment en son article 15 ;
Vu le décret No 69-139 du 9/7/69 portant organisation et attributions de l'administration des douanes ;
Vu le décret No 84-165 du 13 septembre 1984 fixant la composition du gouvernement ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Les articles 9 et 10 du décret n° 69-139 du 9-7-69 portant organisation et attribution de l'administration des douanes sont modifiés comme suit :

Article 9 nouveau : Le territoire douanier est divisé en quatre subdivisions. Les subdivisions dépendent de l'inspection des subdivisions dont le siège est à Lomé.

L'inspecteur des subdivisions douanières et les chefs de subdivision sont nommés par le ministre de l'économie et des finances sur proposition du directeur général des douanes.

Article 10 nouveau :

1°) Les quatre subdivisions visées à l'article 9 ci-dessus sont :

- La subdivision douanière maritime
- La subdivision douanière des plateaux
- La subdivision douanière du centre
- La subdivision douanière des savanes.

2°) Le siège et la compétence territoriale de chaque subdivision seront déterminés par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Art. 2 — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 septembre 1985
Général Gnassingbé EYADEMA